



INSTRUMENT CONTRIBUANT À LA STABILITÉ ET LA PAIX (ICSP)

ETUDE BASELINE

“NEDEW ASHIKA ! DEMAIN ENSEMBLE” - UNIS POUR LA PAIX À KIDAL

JUIN 2021

Collecte des données : **Equipe de Search for Common Ground**

Analyse des données et rapportage : **Boubou DIALLO, Consultant**

Contact :

Dr. Amadou BOCOUM, Directeur Pays

Search for Common Ground

Adresse : Bamako, Mali

Numéro de Téléphone : +223 74 54 32 96

Email : abocoum@sfcg.org

Nom et Prenom

Moussa LEWA, Coordinateur DME

Search for Common Ground

Adresse : Bamako, Mali

Numéro de Téléphone : 79369897

Email : mlewa@sfcg.org

Table des matières

Remerciements	4
Abréviations	5
Résumé exécutif	6
1. Contexte du projet	9
2. Méthodologie	10
2.1. Objectifs	10
2.2. Approche méthodologique	10
2.2.1 Emplacement géographique	11
2.2.2. Méthodologie et outils de collecte de données	12
3. Résultats	16
3.1. Indicateurs du Projet	16
3.2. De l'identification des obstacles liés au déploiement des services déconcentrés de l'État, y compris la sécurité et l'armée reconstituée	19
3.3. De la confiance entre populations, autorités locales, coutumières, administratives et les services de l'état	20
3.4. De la collaboration entre populations, autorités locales, coutumières, administratives et les services de l'état	23
3.5. De l'identification des attentes et perceptions des communautés face au redéploiement des services de l'Etat Malien, y compris le BATFAR	26
3.6. De l'analyse des perceptions de la population sur le rôle des acteurs clés locaux (autorités civiles, coutumières, sécuritaires) dans la stabilisation (gouvernance et sécurité) de la région	27
3.7. Informations des communautés sur l'armée reconstituée et son déploiement	29
3.8. Les projets communautaires ont accru la redevabilité (e.g. prise en compte de leurs besoins, communication avec les autorités, etc.) dans leur communauté	30
3.9. La satisfaction du niveau interaction entre BATFAR et population dans le respect des DDH	31
3.10. L'implication des communautés dans la construction de la paix	32
4. Conclusion	33
5. Recommandations	36
6. Appendices	37
Annexe 1: Outils	37
Annexe 2: Documents Utilises	37
Annexe 3: ToR	37

TABLE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1: Carte des communes d'intervention du projet	11
Figure 2: Répartition des personnes enquêtées par commune et par groupe d'âge	13
Figure 3: Répartition des enquêtés par Sexe et Groupe d'âge	14
Figure 4: Informations démographiques interlocuteurs	14
Figure 5: Tableau de réalisation des objectifs et résultats attendu	17
Figure 6: Obstacles liés au déploiement du BATFAR	20
Figure 7: Climat de collaboration entre les acteurs influents, les autorités et BATFAR	21
Figure 8: Attentes et perceptions des communautés face au redéploiement des services de l'état et BATFAR	22
Figure 9: Rôle actif des acteurs locaux clés dans la stabilisation	23
Figure 10: Accès à l'information sur le déploiement du BATFAR	24
Figure 11: Projet communautaire et redevabilité	25
Figure 12: Satisfaction de l'interaction entre population et BATAFR dans le respect DDH	25
Figure 13: Implication des communautés dans la construction de la paix	26

Remerciements

Au terme de cette mission à la fois exaltante et pleine d’enseignements, l’équipe de rédaction de ce rapport tient à témoigner sa reconnaissance à l’endroit des partenaires qui ont contribué à la réussite du processus. Nous voudrions formuler nos chaleureux remerciements à tous les experts qui ont activement participé à ce travail collégial avec leurs contributions pluridisciplinaires et plurisectorielles.

Ces quelques mots de remerciement s’adressent :

À l’Union Européenne dont le soutien a permis la mise en œuvre du projet “**Nedew Ashika Demain ensemble**” - **Unis pour la paix à Kidal** à travers l’organisation internationale Search for Common Ground.

Aux différentes équipes du projet pour la disponibilité constante dans l’accompagnement et la réussite de la présente étude.

Aux autorités, représentants du bataillon des forces armées reconstituées (BATFAR) et communautés locales enquêtées ainsi qu’à l’ensemble des personnes-ressources mobilisées dans le cadre de la collecte des informations de cette étude. Leurs avis, conseils et contributions multiformes ont été un élément important pour une meilleure compréhension des enjeux.

Abréviations

BATFAR	Bataillon des forces armées reconstituées
CMA	Coordination des mouvements de l'Azawad
CICR	Comité International de la Croix-Rouge
DDH	Déclaration des Droits de l'Homme
DIH	Droit International Humanitaire
DDR	Désarmement, Démobilisation, Réintégration
FDS	Force de défense et de sécurité
FGD	Focus Group Discussion
GANI	Groupe armé non identifié
KII	Key Informant Interviews ou entretiens individuels
MINUSMA	Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali
OSC	Organisation de la société civile
SEARCH	Search for Common Ground
UE	Union Européenne

Résumé exécutif

Le déploiement des Bataillons des forces armées reconstituées, comme prévu dans les termes de l'accord, a pu s'effectuer à Kidal en février 2020 après de nombreuses tractations contrairement aux autres régions. Ces unités comprennent d'anciens combattants intégrés dans l'armée conformément à l'accord d'Alger et des éléments de l'armée malienne. Le compte Twitter de la MINUSMA indique le 27/06/2021 que « la 3ème compagnie du bataillon des FAMA reconstituées de Kidal, initialement stationnée à Gao, a finalement rejoint sa garnison de Kidal malgré plusieurs attaques des groupes terroristes ». Dans la même communication, elle indique « *qu'il s'agit d'une étape décisive dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation, réalisée grâce à l'engagement de la MINUSMA et aux efforts de toutes les parties signataires* ».

C'est dans ce contexte que Search For Common Ground, financée par l'Union européenne, met en œuvre le projet “Nedew Ashika ! Demain ensemble” - Unis pour la paix à Kidal qui est un programme de 18 mois dont l'objectif global est de contribuer à la stabilisation de la région de Kidal. Avant de commencer la mise en œuvre des activités du projet, l'organisation a entrepris de réaliser une étude de base en début de projet. Elle a eu pour objectif principal d'établir la situation de référence du projet à partir de laquelle la progression du projet sera suivie et son efficacité évaluée.

Cette étude de base a été réalisée à travers une approche mixte pour la collecte de données qualitatives et quantitatives. Des approches de collecte de données comme, la revue documentaire, les groupes de discussion, les interviews d'informateurs clés et le sondage d'opinion ont été utilisées afin de faire l'état des lieux des services étatiques, la collaboration entre les communautés, autorités et le BATFAR dans le cadre de la stabilisation dans la région.

A cet effet :

- **290 questionnaire/sondages individuels ont été réalisés** à Kidal (85 femmes et 205 hommes) ; 58 à Anefif (16 femmes et 42 hommes) et 28 à Essouk (9 femmes et 19 hommes) ;
- **39 informateurs clés (soit 33/85% hommes et 6/15% femmes)** composés de représentants des autorités coutumières, des autorités administratives, des autorités religieuses, des services techniques, de la coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), de la plateforme, des FDS, des leaders jeunes et des acteurs médiatiques ont été interviewés à Kidal (15 hommes et 2 femmes) ; à Essouk (9 hommes et 2 femmes) et à Anefif (9 hommes et 2 femmes) ;
- **10 groupes de discussion** soit 9 avec les communautés incluant 108 participants déclinés comme suit : 71 hommes (66%) et 37 femmes (34%) se sont tenues à Kidal (26 participants, incluant 24 hommes et 12 femmes) ; à Anefif (26 participants, incluant 23 hommes et 13 femmes) et à Essouk (26 participants, incluant 24 hommes et 12 femmes) ; et 1 avec le BATFAR dans la ville de Kidal, qui a regroupé 12 hommes.

Les données ont été collectées dans les communes de Kidal, Anefif et Essouk dans les deuxièmes et troisièmes semaines de juin 2021 par une équipe d'enquêteurs recrutés par Search, l'analyse et le rapportage ont été assurés par un consultant. Une attention particulière a été accordée à la prise en compte de la représentativité des jeunes et des femmes tant dans la composition des équipes d'enquête qu'au niveau des groupes cibles.

Principaux résultats

De l'identification des obstacles liés au déploiement des services déconcentrés de l'Etat, y compris la sécurité et l'armée reconstituée :

De manière générale, la problématique liée au déploiement de l'armée reconstituée et la méfiance des populations envers les éléments du BATFAR s'exprime en termes de distance dans le cadre de leur collaboration. Il faut donc briser cette distance afin que la mission de sécurisation de la région par le BATFAR soit possible. Cela passe par l'établissement de la confiance entre ces deux parties. Selon les personnes enquêtées, les obstacles principaux au déploiement effectif de l'armée reconstituée sont la réticence de la population (45%), l'absence de consensus politique (44%) et l'insuffisance de moyens logistiques (11%).

De la confiance et de la collaboration entre les populations, les autorités locales, coutumières, administratives et les services de l'état :

Un climat d'entente et de stabilité relative est observable entre les communautés après la signature de divers accords entre la CMA et la plateforme qui sont les deux principaux mouvements qui s'affrontaient dans la Région de Kidal et supportés par leurs populations respectives dans les différentes communes.

La présence des autorités administratives de l'État et des services techniques dans le cercle de Kidal est très faible voire inexistante dans certaines communes comme Essouk et Anefif. Les résultats démontrent que 46% (17% à Essouk, 15% à Kidal et 14% à Anefif) des répondants ont une « bonne confiance » dans les autorités administratives et les services techniques de l'État, 35% ont une « confiance passable »

La confiance entre les éléments du BATFAR et les communautés est nécessaire pour faciliter la mission de sécurisation des personnes et de de leurs biens dans le cercle de Kidal de ceux-ci. Nous constatons à travers les données que 47% (21% à Kidal, 23% à Essouk et 3% à Anefif) des répondants au sondage pensent la confiance entre communautés et BATFAR est « mauvaise » ou « très mauvaise » ; 38% trouvent qu'elle est « passable ».

L'état de la confiance entre les communautés et les autorités coutumières du cercle de Kidal est très appréciable. On constate qu'à travers l'analyse des données, 87% des personnes interrogées pensent qu'elle est « bonne » ou « très bonne » contre 13% qui la trouvent « passable ».

Les autorités locales entretiennent une bonne collaboration avec les populations dans le processus de la stabilisation et du développement des communes. On remarque que 73% des répondants estiment que la collaboration avec les autorités locales est bonne contre 25% qui pensent qu'elle est mauvaise ou très mauvaise.

En qui concerne l'état de la collaboration entre les communautés et les acteurs de la sécurité (CMA/Plateforme), on constate que 79% (60% Kidal, 12% Anefif, 7% Essouk) des personnes interrogées estiment qu'elle est « Bonne ».

De l'identification des attentes et perceptions des communautés face au redéploiement des services de l'Etat Malien, y compris le BATFAR :

Les attentes des communautés sont énormes envers les éléments du BATFAR. Elles espèrent qu'ils pourront contribuer à la sécurisation de leurs communes dans le respect de leurs droits et coutumes. En outre, les populations locales attendent fortement que l'installation effective du BATFAR soit un signal fort pour amorcer l'application effective des autres volets de l'accord de paix, ce qui permettrait de stabiliser le cercle et créer les conditions d'un développement durable dans la zone. A leur entendement, seules la patience et les actions de solidarité permettront aux membres du

BAFTAR de bénéficier de la confiance et de la bonne collaboration des communautés. **75%** des répondants attendent la **sécurisation des personnes et leurs biens**, **57%** espèrent une **bonne collaboration avec les populations** et **54%** espèrent le **respect des droits de l’homme** par le BATFAR.

Les attentes des communautés face aux services techniques de l’État sont : la santé (82%), la sécurité (70%), l’éducation (62%) et l’emploi (38%) des répondants.

De l’analyse des perceptions de la population sur le rôle des acteurs clés locaux (autorités civiles, coutumières, sécuritaires) dans la stabilisation (gouvernance et sécurité) de la région :

Les acteurs clés jouent un rôle important dans la protection des communautés, la résolution des conflits, l’accès à des documents d’état civil, aux respects de la justice, des mœurs et des coutumes. Ces acteurs clés constituent le premier niveau de gestion de conflits avec l’utilisation du mécanisme traditionnel qui consiste à l’implication de groupes restreint de notables (leaders communautaires et religieux) et de la société civile dans la recherche de terrain d’entente entre les protagonistes. Cependant, les répondants perçoivent un manque de confiance ou d’impartialité en ces notables. Les populations affirment que pour mieux jouer leurs rôles, les acteurs clés doivent impliquer davantage les communautés dans les initiatives de paix et de sécurisation des communes, ainsi que le respect des promesses tenues.

Du niveau des indicateurs du projet :

- Cette étude de base a permis de relever que 59% (39% à Kidal,) de la population de la région de Kidal déclarent avoir des opportunités d’exprimer auprès des acteurs clés leurs attentes vis-à-vis du processus de stabilisation. Cette affirmation est plus élevée à Kidal avec 39%, suivi d’Anéfif, 14% et Essouk 6% des personnes enquêtées.
- Selon 51% (35% à Kidal, 13% Anéfif et 3% à Essouk) des personnes enquêtées, les leaders communautaires et autres acteurs influents déclarent avoir accès à des espaces de dialogue constructif sur les priorités pour la construction de la paix. Cet accès peut s’inscrire dans le cadre de la participation à des réunions et conférences organisés par l’État ou ses partenaires.
- Le Bataillon des forces armées reconstituées est déployé dans la commune de Kidal, et c’est pourquoi 46% des personnes interrogées dans cette ville déclarent être informées de leur présence, contre 6% Anéfif et 3% à Essouk. Au total 56% des répondants ont déclaré être adéquatement informés.
- Sur la question de formation des membres du BAFTAR, 44% (37% à Kidal, 5% Anéfif et 3% à Essouk) des répondants témoignent qu’ils nécessitent des renforcements de connaissances relatives à leur mandat sur la protection des populations, cela à travers des sessions de formation ou de sensibilisation.

Recommandations

- ☞ Créer des espaces de dialogue inclusif et large entre communautés/groupes ethniques, filets sociaux, autorités et forces de sécurité pour une vision commune des modalités de déploiement des bataillons de l’armée reconstituée et les priorités de la construction de la paix dans la région.

- ☞ Développer plus des initiatives de sensibilisation et de plaidoyer à l’endroit des autorités locales pour une meilleure implication des acteurs clés à Anefif et à Essouk (qui représentent seulement 14% et 6% selon les répondants) au processus de stabilisation.
- ☞ Former les leaders communautaires et acteurs locaux sur la transformation positive des conflits, et à l’organisation des sessions de dialogue et des initiatives de paix entre acteurs communautaires, autorités locales et forces de sécurité.
- ☞ Sensibiliser les populations locales des communes cibles sur les objectifs et la mission du BATFAR pour qu’elles soient mieux informées à accueillir et collaborer avec les éléments.
- ☞ Renforcer la capacité des éléments du BAFTAR sur la protection des populations et leurs biens et aussi aux stratégies de la collaboration avec les communautés pour une meilleure synergie dans le processus de la sécurisation et le maintien de la paix.

1. Contexte du projet

Cinq ans après la signature des accords d’Alger par les principaux groupes armés engagés dans le conflit du nord du Mali, le processus de désarmement et réintégration des combattants démobilisés se heurte à des obstacles importants dans le nord du pays. La région de Kidal, où ont été redéployées les autorités intérimaires en 2017, est encore traversée par de vives tensions opposant certains groupes signataires aux représentants des autorités gouvernementales. La conséquence la plus récente de ces différends dans la conception de la gouvernance du nord du Mali s’est concrétisée dans les entraves au déploiement des bataillons de l’armée reconstituée à Kidal tout au long des derniers mois. Le premier bataillon de l’armée reconstituée, arrivé à Kidal en février 2020, est composé à part égales d’éléments de l’armée régulière et d’éléments des groupes signataires. Cantonné au sein d’un camp militaire de l’armée malienne, il est probable que ce bataillon ne puisse être opérationnel sur le terrain qu’une fois un terrain d’entente établi à Kidal entre les acteurs du processus. Si le processus de déploiement des forces armées reconstituées continue de stagner sans amélioration concrète de la sécurité des populations, il est probable que l’hostilité envers ses bataillons risque de se généraliser. A terme, cette dynamique pourrait constituer un terrain fertile aux groupes armés restés hors du processus pour s’imposer comme acteurs de la sécurité, de la justice et de la gouvernance auprès des populations de Kidal, au détriment des acteurs légitimement reconnus par l’État.

C’est dans ce contexte que **Search For Common Ground financé par l’union européenne** met en œuvre le projet “**Nedew Ashika ! Demain ensemble**” - Unis pour la paix à Kidal qui est un programme de 18 mois dont l’objectif global est de contribuer à la stabilisation de la région de Kidal.

Dans le cadre de la mise en œuvre ce projet sera essentiellement axé sur les objectifs suivants :

- ☞ Mobiliser l’ensemble des groupes représentatifs de Kidal dans un processus de dialogue visant à créer un consensus sur les priorités pour la construction de la paix ;
- ☞ Améliorer la capacité du BATFAR à protéger les populations civiles et respecter les droits de l’homme ;
- ☞ Renforcer la confiance, la recevabilité et la collaboration entre populations, autorités et BATFAR ;
- ☞ Renforcer les capacités logistiques du bureau du gouverneur de Kidal.

2. Méthodologie

2.1. Objectifs

Avant de commencer la mise en œuvre des activités du projet, Search Mali a réalisé une étude en début de projet. Elle a pour objectif principal d'établir la situation de référence du projet à partir de laquelle la progression du projet sera suivie et son efficacité évaluée.

De façon plus spécifique, il s'agit de :

- Identifier les obstacles liés au déploiement des services déconcentrés de l'Etat, y compris la sécurité et l'armée reconstituée ;
- Faire l'état de la confiance et de la collaboration entre populations, autorités locales, coutumières, administratives et les services de l'état ;
- Identifier les attentes et perceptions des communautés face au redéploiement des services de l'Etat Malien, y compris le BATFAR ;
- Analyser la perception de la population sur le rôle des acteurs clés locaux (autorités civiles, coutumières, sécuritaires) dans la stabilisation (gouvernance et sécurité) de la région ;
- Mesurer le niveau des indicateurs en début de projet ;
- Formuler des recommandations pour améliorer la stratégie d'intervention du projet.

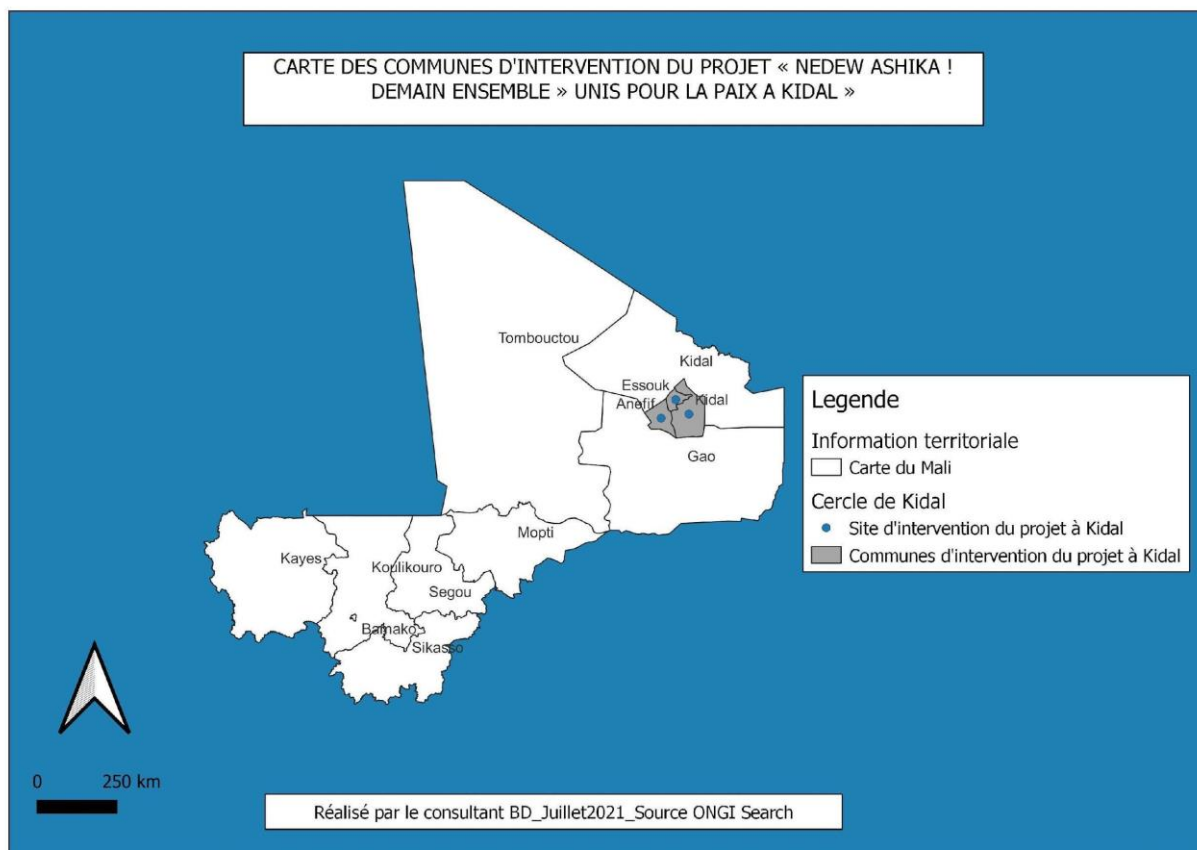
2.1.a. Questions clés de l'étude

- Qui assure la sécurité des communautés dans le cercle de Kidal ? Quelles sont les forces présentes dans le cercle de Kidal ?
- En quelles forces les communautés du cercle de Kidal font-elles plus confiance pour assurer leur sécurité ?
- Quelles sont les attentes de la population quant au redéploiement du BATFAR dans le cercle de Kidal ? Quels sont les services prioritaires que les populations souhaitent voir revenir à Kidal ?
- Quelles sont les difficultés liées au retour des services étatiques dans le cercle de Kidal (selon la population, les autorités intérimaires, les autorités régionales, les services techniques) ?
- Quels sont les besoins spécifiques des jeunes et des femmes en matière d'opportunités économiques dans le cercle de Kidal ?
- Quels sont les obstacles liés à la collaboration entre les communautés ; les FDS ; Quels sont les obstacles liés à la collaboration entre les communautés et les représentants de l'Etat malien (services techniques, autorités) ?
- Quel est l'état de la collaboration entre les communautés et les autorités coutumières ?
- Quel est le degré de confiance entre les communautés, les autorités administratives et les services techniques dans le cercle de Kidal ?
- Quel est l'état de la confiance entre les communautés et les FDS pour assurer la sécurité dans le cercle ?
- Comment les communautés et les acteurs présents à Kidal perçoivent-ils le redéploiement éventuel de l'armée reconstituée dans le cercle de Kidal ?
- Quel rôle jouent les leaders coutumiers/religieux dans la stabilisation des zones d'intervention du projet ?
- Quel est le niveau des indicateurs en début de projet ?
- Comment les recommandations issues de cette étude pourront-elles contribuer à améliorer la stratégie d'intervention du projet ?

2.2. Approche méthodologique

2.2.1 Emplacement géographique

La Région de Kidal comprend 4 cercles (Kidal, Tessalit, Abeïbara, Tin-Essako), une commune urbaine, 10 communes rurales et 126 villages et fractions au 31 décembre 1999. La population est essentiellement composée de Tamacheq et des arabes, il y a également des Sonrais et des Bambaras. La région de Kidal est entièrement située dans la zone agro climatique saharienne. Au-delà des éléments sociaux, les communautés se réunissent, en général, autour des activités de commerce. Cependant, cette étude de base couvre uniquement le cercle de Kidal. Elle a été réalisée dans trois communes du cercle, à savoir : Anéfif, Essouk et Kidal. Ce choix peut s'expliquer par l'accessibilité et le choix partant ces communes comme des localités de déploiement des éléments



du BATFAR.

Figure 1: Carte des communes d'intervention du projet

2.2.2. Méthodologie et outils de collecte de données

Cette étude de base a été réalisée à travers une revue documentaire qui a permis de faire l'état des lieux des services étatiques, la collaboration entre les communautés, autorités et le BATFAR dans le cadre de la stabilisation dans la région. En plus de cette revue une approche mixte a été utilisée pour réaliser cette étude à travers l'approche qualitative et quantitative.

a) Approche qualitative

Cette approche a permis de collecter des informations pour faire un état des lieux de la collaboration entre les communautés, autorités et BATFAR, aussi d'identifier les obstacles liés à la collaboration entre les différents acteurs. Elle a permis également d'identifier les obstacles liés à la collaboration entre les différents acteurs. Cette approche a été utilisée aux entretiens de groupes (FGD) et aux entretiens individuels (KII) pour collecter les informations auprès des acteurs clés dans les localités concernées.

b) Les Focus Group Discussion (FGD)

Le questionnaire du FGD a été administré par deux enquêteurs, dont un facilitateur et un preneur de notes. Ces enquêteurs ont été formés durant deux jours sur les techniques de la collecte des données et prendront connaissance des outils de collecte qu'ils devront administrer au cours de cette étude.

Trois FGD ont été réalisés par commune, sauf à Kidal où il y a 4 :

- Un (01) avec les leaders communautaires (jeune) ;
- Un (01) avec les leaders communautaires (femme) ;
- Un (01) avec les leaders communautaires (hommes) ;
- Un (01) avec les éléments du BAFTAR (CMA/Plateforme/FAMA).

Au total **10 entretiens de groupes ont été réalisés dans ces trois communes d'interventions soit 9 avec les communautés et avec 1 les éléments de BATFAR). Les 9 entretiens avec les communautés ont touché 108 participants (71 hommes (66%) et 37 femmes (34%)** déclinés comme suit par commune :

- A Kidal, 26 personnes (24 hommes et 12 femmes) ont participé aux entretiens ;
- A Anéfif, 26 personnes (23 hommes et 13 femmes) ont participé aux entretiens ;
- A Essouk, 26 personnes (24 hommes et 12 femmes) ont participé aux entretiens ;

Et, 12 hommes ont participé à l'entretien avec les éléments du BATFAR dans la ville de Kidal

c) Key Informant Interviews (KII) ou entretiens individuels

Les entretiens individuels sont réalisés avec des personnes clés dans chaque commune pour recueillir leur point de vue et perception et avoir des informations approfondies. Les KII permettront d'interviewer les autorités administratives et coutumières (religieuse et traditionnelle), les élus locaux, les leaders communautaires et les membres du BAFTAR.

- 01 autorité administrative (Gouverneur/Préfet/Sous-préfet) ;
- 02 autorités locales (autorités intérimaires/Maire) ;
- 03 représentants des services techniques (1 Direction régionale de la jeunesse, 1 Développement social et économie solidaire, 1 Agriculture/ Élevage) ;
- 1 Représentant des FDS
- 2 Représentant des mouvements signataires (1 CMA, 1 Plateforme)
- 02 professionnels de médias ;
- 06 leaders traditionnels (2/commune) ;
- 06 leaders religieux (2/commune) ;
- 06 leaders des jeunes (2/commune) ;

- 06 femmes leaders (2/commune).

Au total 39 entretiens individuels (KII) ont été réalisés (soit 33/85% hommes et 6/15% femmes) avec les représentants des autorités coutumières, des autorités administratives, des autorités religieuses, des services techniques, de la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), de la Plateforme, des FDS, des leaders jeunes et des acteurs médiatiques. Il a été à Kidal (15 hommes et 2 femmes) ; à Essouk (9 hommes et 2 femmes) et à Anefif (9 hommes et 2 femmes).

2.2.3. L'approche quantitative et le sondage

Cette approche a facilité de mesurer les indicateurs du début projet avec un choix du sondage aléatoire simple. Elle a permis également de collecter les informations qui permettent d'expliquer les chiffres obtenus en plus des données qualitatives.

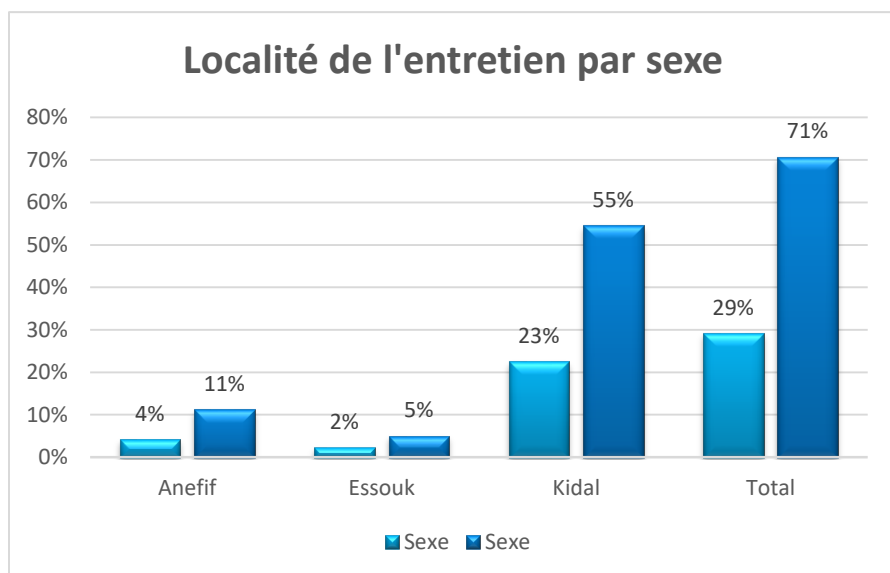
La taille de l'échantillon a été déterminée en fonction de la population de chaque commune à partir des données du Recensement Général de la Population et de l'Habitat 2009 (RGPH 2009) qui reste la version officielle pour dénombrer les populations au Mali. Elle a été calculée à partir du site <https://www.surveysystem.com/sscalc.htm#one> avec un intervalle de confiance de 95% et une marge d'erreur de 5%. Ainsi sur une population totale de 33,466 habitants du cercle de Kidal, 380 personnes ont été touchées par le sondage. Celles-ci ont été réparties proportionnellement au poids de chaque commune.

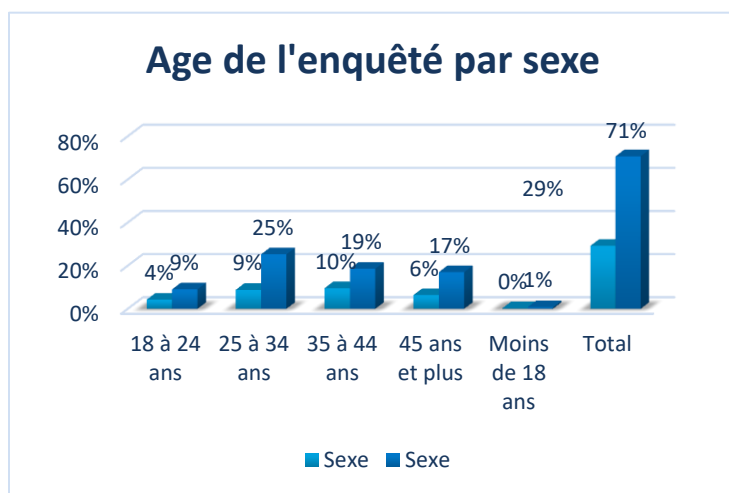
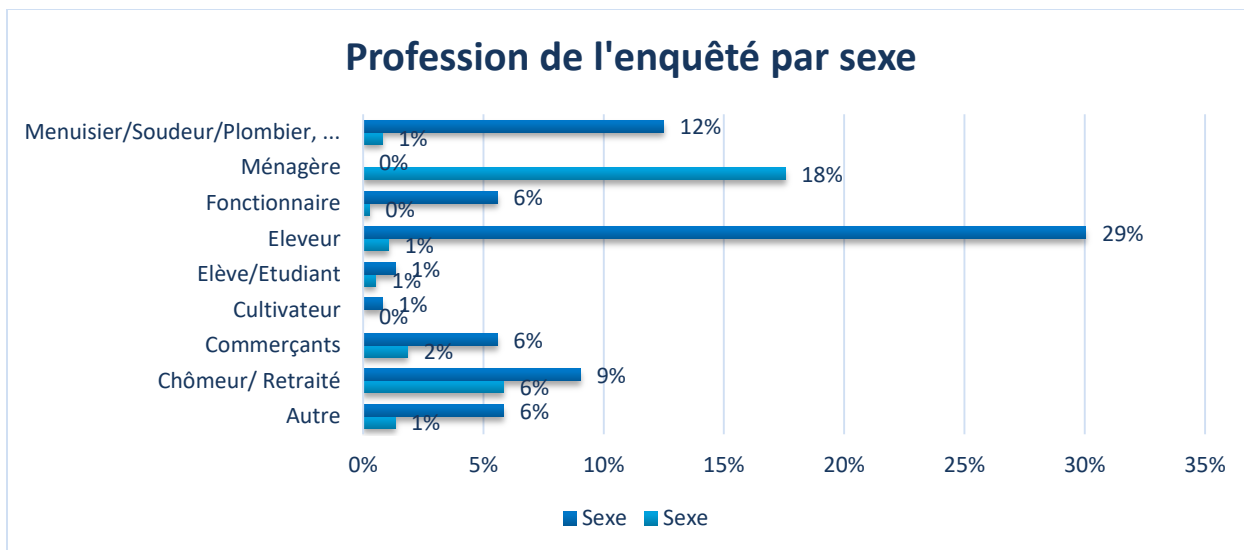
A cet effet un questionnaire a été élaboré et les répondants ont été sélectionnés au hasard dans les différentes localités de la collecte des données.

a) Informations démographiques (sexe, âge, niveau d'éducation statut, profession)

Figure 1 : Informations démographiques interlocuteurs

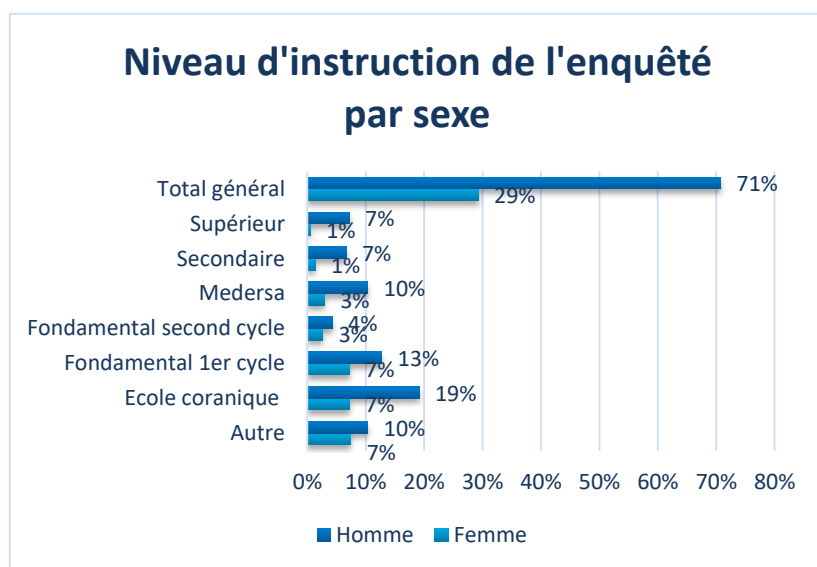
Au total, 376 personnes (dont 110 femmes soit 29% et 266 hommes soit 71%) ont été enquêtées à travers le questionnaire du sondage dans les communes de Kidal (290/78%), d'Anefif (52/15%) et d'Essouk (28/7%).





Parmi ces personnes, 128/34% ont une tranche d'âge de 25 à 34 ans ; 106/28% de 35 à 44 ans ; 88/23% de 45 ans et plus ; 50/13% de 18 à 24 ans et 4/1% de moins de 18 ans.

Certaines sont instruites à l'enseignement conventionnel (niveau fondamental 1er et 2ème cycle 85/376 et secondaire et supérieur 55/376) et d'autres à l'école coranique (84/376) et la medersa (29/376). Les professions les plus exercées sont l'élevage (117/31%), les activités de commerce (78/21%) et travaux ménagers (66/17%).



2.3. Support logistique

Pour réaliser cette étude dans les différentes localités de mise en œuvre du projet, l'équipe projet a facilité l'identification et la sélection des enquêteurs dans la région. Les finances ont mis à disposition les fonds nécessaires pour l'activité. Enfin la logistique a eu la responsabilité d'acheter les tablettes qui ont renforcé les capacités de l'équipe DM&E du sous-bureau de Gao et s'est chargée de toutes autres questions logistiques en lien avec cette étude.

2.4. Equipe de Collecte des données

Dix enquêteurs ont été recrutés et formés pour assurer la collecte des données quantitatives et qualitatives sous la supervision des Assistants projet et DM&E du projet. L'équipe DM&E, sous la supervision du Coordinateur et l'appui de l'équipe régionale ILT a assuré la qualité de la mise en œuvre de la collecte des données ainsi que le traitement et la rédaction du rapport de l'étude.

2.5. Traitement et Analyse des données

Au terme de l'enquête terrain, les données brutes ont été exportées sur fichier Excel pour analyse et rapportage. Au regard de la nature des attentes exprimées, le consultant a procédé au traitement et analyse des données collectées à l'aide des logiciels Excel et Power BI. Ce dernier est une solution d'analyse de données de Microsoft qui permet de créer des visualisations de données personnalisées et interactives avec une interface suffisamment simple pour que les utilisateurs finaux créent leurs propres rapports et tableaux de bord.

Les résultats de cette analyse ont été présentés au partenaire pour amendement et validation. En outre, le travail documentaire a été possible grâce aux ressources documentaires et à la littérature sur la problématique de la stabilisation, cohésion sociale et la paix du nord Mali, notamment dans la région de Kidal (archives, ouvrages, articles de presse, rapports d'activités, des travaux de commissions, des textes de lois, actes réglementaires, registres ou cahiers divers...). Un rapport préliminaire a été présenté aux autorités locales pour compléments ou commentaires des OSC. L'objectif de cette rencontre était de construire autour des résultats préliminaires de l'étude, un premier niveau de partage en termes de compréhension dans la collaboration entre les communautés, autorités et le BATFAR dans le cadre de la stabilisation de la région. Il s'agissait de vérifier que les données brutes recueillies reflètent bien les discussions engagées et de permettre aux participants d'apporter les nuances nécessaires à la démarche, de recueillir des éléments additionnels et d'approfondir l'analyse scientifique.

2.6. Limitations

Les différentes phases de l'étude ont été par endroits émaillées de difficultés que Search Mali a pu surmonter avec le soutien des partenaires et des acteurs locaux. Principalement, quatre (4) types de difficultés ont été identifiés :

2.6.1. Défis liés à la gestion du temps

Ce défi réside dans la mobilisation d'un personnel qualifié dans un délai très court en plus des personnes à interviewer et la disponibilité des participants aux focus groupes. Cette difficulté est accentuée par la nécessité de recruter les enquêteurs issus des localités concernées. Le recrutement

des agents terrains issus des localités d’intervention a facilité la mobilisation des enquêtés et autres autorités et légitimités locales pour les besoins de l’enquête.

2.6.2. Défis liés à la logistique et à l’accès aux localités ciblées

La collecte des informations (interviews et focus groupes) a été réalisée en 10 jours. Déployer le personnel de Search pour la phase d’identification et de formation des enquêteurs sur le terrain, leur permettre d’arriver au lieu de la collecte a été un pari difficilement gagné. Le moyen d’accès rapide et sûr aux régions du Nord reste aujourd’hui la voie aérienne avec les vols assurés par UNHAS et ECHO. La disponibilité des places est aléatoire ainsi que les vols.

2.6.3. Défis liés à la question sécuritaire

Pendant l’étude l’accès à certaines communes de la région de Kidal, situées à des endroits où l’insécurité se vit au quotidien avec les braquages et autres attaques armées, n’a pas été facile. Le recrutement des superviseurs et des enquêteurs issus des communes ciblées a permis de résoudre en grande partie les difficultés liées à l’accès aux communes concernées.

2.6.4. Défis liés à la communication, la traduction des questions en langues locales

La traduction des questions en langues locales par les enquêteurs a été un défi majeur. En effet, les questions selon eux se ressemblaient ou avaient une similitude ce qui pouvait nous conduire à des réponses plus ou moins identiques ou avoir des réactions inappropriées des enquêtés.

Les superviseurs et les équipes techniques de SEARCH avec l’appui d’autres personnes-ressources travaillant sur la thématique ont trouvé les orientations nécessaires pour surmonter ces difficultés.

3. Résultats

3.1. Indicateurs du Projet

Figure 5: Tableau de réalisation des objectifs et résultats attendu

	Réalisé dans le projet	Ciblé par le projet	Commentaires sur % du cible réalisé
Objectif Global : Contribuer à la stabilisation de la région de Kidal			
1) Objectif Spécifique 1 : Mobiliser l’ensemble des groupes représentatifs de Kidal dans un processus de dialogue visant à créer un consensus sur le déploiement du MOC/Armée reconstituée			
2) Objectif Spécifique 2 : Renforcer la confiance et la collaboration entre populations, autorités et les bataillons de l’armée reconstituée			
Résultat Attendu 1.1: Les membres des communautés ont l’opportunité d’exprimer leurs attentes vis-à-vis du processus de déploiement des bataillons de l’armée reconstitué			
Indicateur 1.1.1: Proportion de la population de la région de Kidal visée par l’action qui déclare avoir des opportunités d’exprimer auprès des acteurs clé leurs	59% (39% à Kidal, 14% à Anefif et 6% de Essouk)		En concluant ce pourcentage de 59%, nous comprenons que les actions

<p>attentes vis-à-vis du processus de stabilisation, désagrégée par sexe et âge</p>			<p>d’implication des acteurs clés au processus de stabilisation sont plus orientées dans la commune de Kidal (39%). Ainsi, dans la mise en œuvre de ce projet, les équipes doivent développer plus des initiatives de sensibilisation et de plaidoyer à l’endroit des autorités locales pour une meilleure implication des acteurs clés à Anefif et à Essouk (qui représentent seulement 14% et 6% selon les répondants) au processus de stabilisation. Et aussi des femmes et des jeunes dans toutes ces localités</p>
<p>Résultat Attendu 2.1 : Les leaders communautaires et autres acteurs influents ont des espaces de dialogue et développent une vision commune des modalités de déploiement des bataillons de l’armée reconstituée</p>			
<p>2.1.1: Proportion de leaders communautaires et autres acteurs influents qui déclarent avoir accès à des espaces de dialogue constructifs sur les priorités pour la construction de la paix, désagrégés par affiliation et sexe</p>	<p>51% (35% à Kidal, 13% Anefif et 3% à Essouk)</p>		<p>Le résultat de cet indicateur nous montre clairement une faible participation des leaders communautaires et acteurs influents à la construction de la paix des communes. A cet effet, des efforts peuvent être consentis à la formation sur la transformation positive des conflits, et à l’organisation des sessions de dialogue entre acteurs communautaires et autorités locales. Le choix des cibles doit être plutôt des représentants des couches et ethnies sociales sans discrimination.</p>
<p>Résultat Attendu 1.3: Les communautés ont accès à des informations fiables et de qualité relative au</p>			

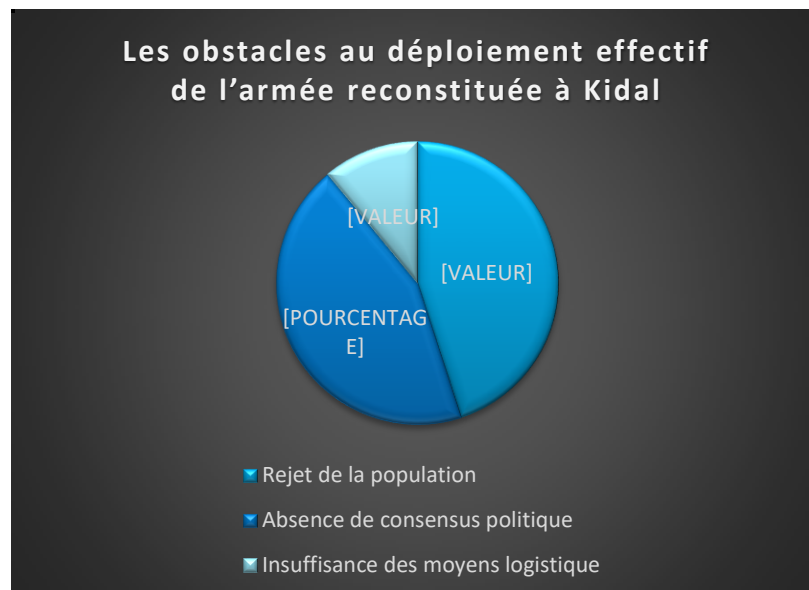
déploiement des bataillons de l'armée reconstituée			
<p>1.3.1: Proportion de la population de la région de Kidal visée par le projet qui se déclare informée adéquatement sur le déploiement du BATFAR, désagrégée par sexe et âge</p>	<p>55% (dont 46% à Kidal, 6% Anefif et 3% à Essouk)</p>		<p>A présent le BATFAR est déployé que dans la commune de Kidal et la communication sur leur déploiement se limite que dans cette ville (46% des répondants qui sont informés y habitent). Le reste est réparti entre les communes d'Anefif (6%) et d'Essouk (3%) dont les répondants pensent être écartés. Ainsi, il serait pertinent de sensibiliser les populations de ces communes pour qu'elles soient mieux informées à accueillir éventuellement les membres du BATFAR.</p>
<p>Résultat Attendu 2.1 : Les forces armées reconstituées sont outillés pour mieux appréhender leur mandat et répondre aux attentes de la population</p>			
<p>2.1.1: Proportion des membres du BAFTAR ciblés qui démontrent une hausse de leurs connaissances relatives à leur mandat de protection</p>	<p>44% (37% à Kidal, 5% Anefif et 3% à Essouk)</p>		<p>Malgré les sessions de formation tenues par les partenaires du gouvernement à l'endroit des membres du BAFTAR, il est à remarquer sur cet indicateur que ce besoin se fait sentir par les populations de Kidal (37%), d'Anefif (5%) et d'Essouk (3%). Cependant, ces membres du BAFTAR doivent être renforcés sur d'autres thématiques de la protection des communautés et leurs biens et aussi à la collaboration avec les communautés. Ce choix de cible doit être des membres qui n'ont pas encore bénéficié et qui seront en charge de collaborer avec les communautés.</p>

Résultat Attendu 3.1 : Les leaders communautaires et autres acteurs influents collaborent avec les autorités (civiles et coutumières) et les forces armées reconstituées pour la planification et la mise en œuvre de projets à impact rapide			
3.1.1: Nombre de feuilles de route identifiant des projets conjoints développées conjointement par les leaders communautaires, autres acteurs influents, autorités et forces armées reconstituées	3 « Cet indicateur sera renseigné à partir des rapports d'activités »		
Résultat Attendu 3.2 : Les communautés participent activement au suivi-évaluation des projets mis en œuvre et reconnaissent l'impact positif de la collaboration entre tous les acteurs			
3.2.1: Nombre d'indicateurs de suivi conjointement développés mettant en avant la pertinence des projets appuyés	« Cible à déterminer selon les processus de dialogue »		
Résultat Attendu 4.1 : Le Gouvernorat de Kidal a des capacités logistiques renforcées lui permettant d'exercer ses fonctions			
4.1.1: Nombre et type de nouveaux équipements pertinents utilisables par les équipes du bureau du Gouvernorat	« Cible à déterminer selon les procédures de passation de marchés et dans la limite de l'enveloppe budgétaire disponible »		

3.2. De l'identification des obstacles liés au déploiement des services déconcentrés de l'État, y compris la sécurité et l'armée reconstituée

De manière générale, la problématique liée au déploiement de l'armée reconstituée et la méfiance des populations envers les éléments du BATFAR s'expriment en termes de distance dans le cadre de leur collaboration. Il faut donc briser cette distance afin que la mission de sécurisation de la région par le BATFAR soit possible. Cela passe par l'établissement de la confiance entre ces deux parties. « Nous demandons aux autorités locales, coutumières et religieuses de sensibiliser la population que nous sommes à Kidal pour la paix et non pour la guerre. Qu'elle se comprenne et s'accorde à collaborer, ne serait-ce que pour se retrouver au marché pour des activités de vente et achat », FGB avec BATFAR à Kidal

Figure 6 : Obstacles liés au déploiement du BATFAR



Selon les personnes enquêtées, les obstacles principaux au déploiement effectif de l'armée reconstituée sont la réticence de la population (45%), l'absence de consensus politique (44%) et l'insuffisance de moyens logistiques (11%). Pareillement, les éléments du BATFAR affirment que l'un des obstacles aussi du déploiement est la réticence de la population « Je pense que tout le monde connaît

l'obstacle du déploiement. Même si les camps 1 et 2 sont remplis de soldats, si la population ne nous accorde pas la confiance qu'il faut, notre mission sera difficile. On doit promouvoir la sensibilisation des populations et accélérer le processus du DDR pour ne pas avoir plusieurs groupes armés qui contrôlent la ville », affirme un participant au FGB du BATFAR à Kidal. A cet effet, les populations doivent être associées à la prise de décision du processus de déploiement des éléments du BATFAR. Et, une politique de collaboration et de coordination inclusives doit être développée entre les responsables BATFAR et les représentants des populations afin de faciliter la cohabitation et l'acceptation entre les éléments de la sécurisation et les populations.

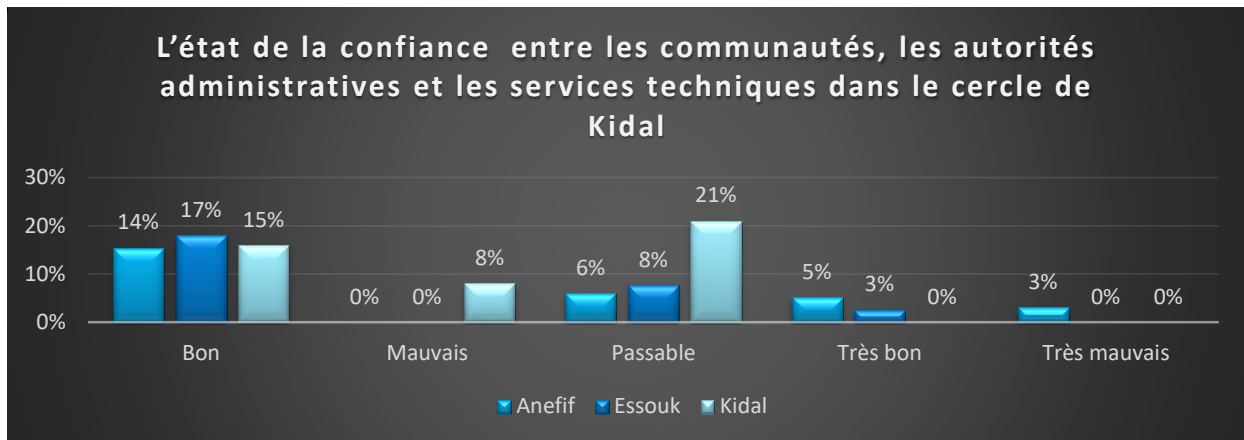
La réticence des populations s'explique par le fait qu'elles ne se sentent pas suffisamment impliquées dans le processus du retour du BATFAR. Un représentant de service technique dit que « *Les populations ne sont pas suffisamment informées de ce que décident leurs leaders qui dialoguent avec l'État central. Elles étaient mécontentes de voir l'armée reconstituée arriver à Kidal pour assurer leur sécurité. Pour le moment, cette armée n'est pas opérationnelle. Cela rend difficile le retour des services techniques qui estiment que leur sécurité n'est pas garantie.* » Ce sentiment semble être partagé par un leader coutumier de la Commune d'Essouk qui pense que « *La faible implication des communautés dans les prises de décisions concernant le retour de l'armée reconstituée et des services étatiques explique la réticence de celles-ci. Selon lui, certains acteurs parlent et prennent des décisions au nom des populations sans en avoir la légitimité.* »

La plupart des informateurs clés rencontrés trouvent que la lenteur dans la mise en œuvre de l'accord pour la paix et le non-respect de certaines dispositions de l'accord par la partie gouvernementale constituent un facteur de blocage pour l'opérationnalisation du bataillon. Pour certains, ce problème viendrait du fait que les postes de commandement n'ont pas été partagés comme prévu dans l'accord. C'est le cas d'un leader de la commune d'Essouk qui pense que « *La partie gouvernementale ne veut pas laisser le commandement du bataillon à la CMA comme prévue dans l'accord d'Alger* ».

Par ailleurs, en prélude au déploiement efficace et de son opérationnalisation, le CICR, la MINUSMA, la Barkhane et d'autres partenaires de l'État ont formé les membres du BATFAR sur le Droit International Humanitaire (DIH) afin de les initier aux principes du respect des droits de l'homme et de faciliter leur collaboration avec les populations notamment dans leur mission de sécurisation des personnes et leurs biens. L'impact positif de l'acquisition de ces connaissances ne peut être mesuré ou visible qu'avec le déploiement effectif des éléments dans les communes.

3.3. De la confiance entre populations, autorités locales, coutumières, administratives et les services de l'état

a. De la confiance entre les communautés, les autorités administratives et les services techniques dans le cercle de Kidal :



La présence des autorités administratives de l'État et des services techniques dans le cercle de Kidal est très faible voire inexistante dans certaines communes comme Essouk et Anefif.

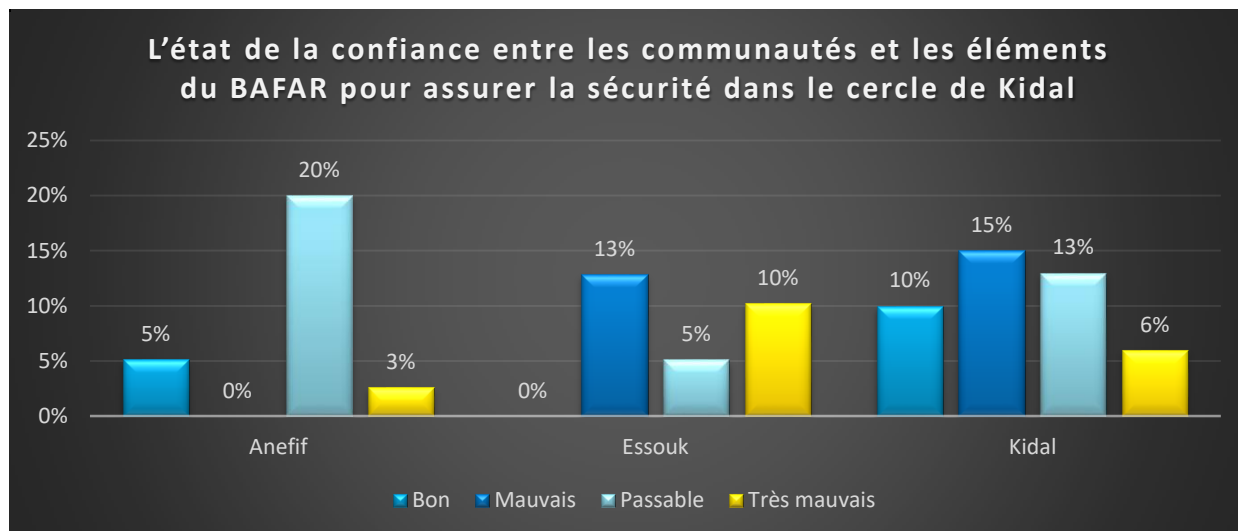
Cependant, la question de la confiance des populations envers ces autorités et services reste toujours d'actualité. Le graphique ci-dessus montre que 46% (17% à Essouk, 15% à Kidal et 14% à Anefif) des répondants ont une « **bonne confiance** » dans les autorités administratives et les services techniques de l'État, 35% ont une « **confiance passable** » et 11% ont une « **confiance mauvaise** » ou « **très mauvaise** ». Ces résultats montrent simplement que les populations ne sont pas fondamentalement opposées au retour de l'administration et des services de l'État. Mais, elles veulent que cela se fasse de façon consensuelle conformément à l'esprit de l'accord d'Alger.

Les besoins prioritaires des populations du cercle de Kidal demeurent le retour des services techniques (eau santé, éducation) et de l'administration. C'est ce qui ressort des différents entretiens avec les informateurs clés. Selon eux, les quelques services présents ne fonctionnent pas normalement. Un représentant de la CMA dit ceci : « *La présence symbolique des services ne sert pas beaucoup les populations de Kidal qui souffrent de manque d'eau et d'électricité alors que les représentants des deux secteurs sont présents.* »

Outre ces besoins, les populations réclament la création d'opportunités économiques pour les jeunes et les femmes aux fins de réduire leur vulnérabilité face aux menaces sécuritaires dont fait face la région. Si les jeunes et les femmes sont occupés, ils seront plus épanoui et ouverts à travailler dans la confiance avec n'importe quel acteur y compris les services étatiques.

- En termes de degré de confiance entre les communautés, les autorités administratives et les services techniques, 100% ont exprimé un niveau Passable dans la commune d'Anefif.
- Contrairement aux communes de Kidal et Essouk, dont 67% confirment le niveau Bon contre 33% Passable.

b. De la confiance entre les communautés et les éléments du BATFAR pour assurer la sécurité dans le cercle de Kidal :



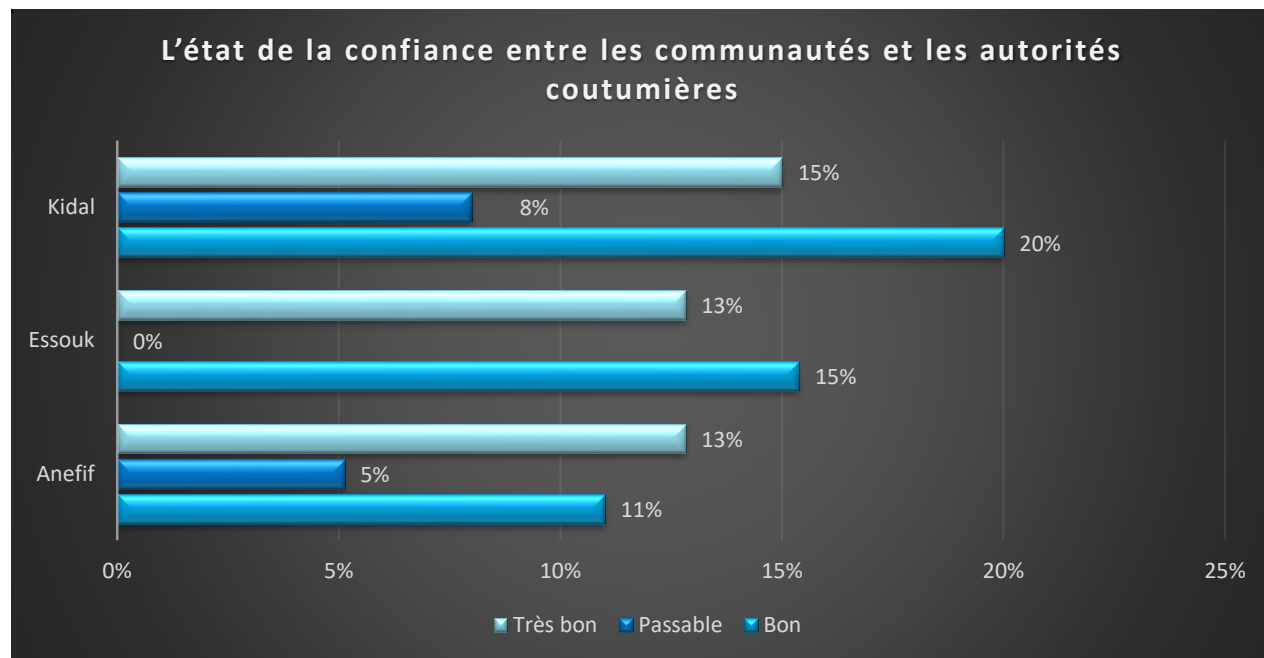
La confiance entre les éléments du BAFAR et les communautés est nécessaire pour faciliter la mission de sécurisation des personnes et de de leurs biens dans le cercle de Kidal de ceux-ci. Nous constatons à travers le graphique ci-dessus que 47% (21% à Kidal, 23% à Essouk et 3% à Anefif) des répondants au sondage pensent que la confiance entre communautés et le BAFAR est « **mauvaise** » ou « **très mauvaise** » ; 38% trouvent qu'elle est « **passable** ». Cette tendance s'explique par le fait que les populations n'ont pas suffisamment d'informations sur la composition exacte du BAFAR et du fait qu'il n'est pas dirigé par quelqu'un du terroir selon certains qui font référence à l'accord pour la paix. C'est ce que pense une autorité locale de la commune de Kidal « *Les communautés ne connaissent pas le mot BAFAR ou armée reconstituée. Quand elles entendent ces appellations, elles font allusion à l'armée malienne d'avant. La confiance peut s'installer si les forces reconstituées s'approchent des populations pour collaborer avec elles.* ». Une femme leader de la commune d'Anefif souligne que:« *Les éléments du BAFAR depuis leur arrivée sont limités dans leurs mouvements, ils ne participent à aucune action de sécurisation au niveau de la région.* »

Le manque d'inclusion et de sensibilisation sur le déploiement de l'armée reconstituée a contribué à la méfiance des populations vis-à-vis de cette armée. Un leader religieux de la commune de Anefif soutient cette affirmation en ces termes : « *Il n'y a pas eu assez d'inclusion et surtout de sensibilisation pour leur retour, ils n'assurent quasiment pas la sécurité, vu qu'ils sont uniquement stationnés dans les casernes*».

Il ressort tout de même que, 15% des répondants trouvent que la confiance est bonne parce que le BAFAR serait composé aussi des fils du terroir qui ont intégré au nom des mouvements signataires. Ils estiment n'avoir aucun problème de confiance vis-à-vis du BAFAR. Le témoignage des femmes d'Essouk lors d'un FGD est plus éloquent « *Il y a des jeunes de la commune d'Essouk qui font partie du BAFAR à Kidal et à Gao donc nous faisons confiance à eux dans le cadre de la sécurité.* »

Pour améliorer cette confiance, il faudra créer des espaces de dialogue et des initiatives communes entre les autorités, les éléments de BAFAR et les communautés. Aussi, il faudra soutenir des initiatives communautaires dans les actions urgentes de développement et consulter les communautés dans la recherche des solutions durables au problème de sécurité. Selon une femme leader de la commune d'Essouk « *Les éléments du BAFAR doivent initier des rencontres d'échanges avec les communautés pour briser la glace. En outre, mettre en œuvre des projets communautaires pour familiariser les communautés avec les éléments du BAFAR.* »

De la confiance entre les communautés et les autorités coutumières :

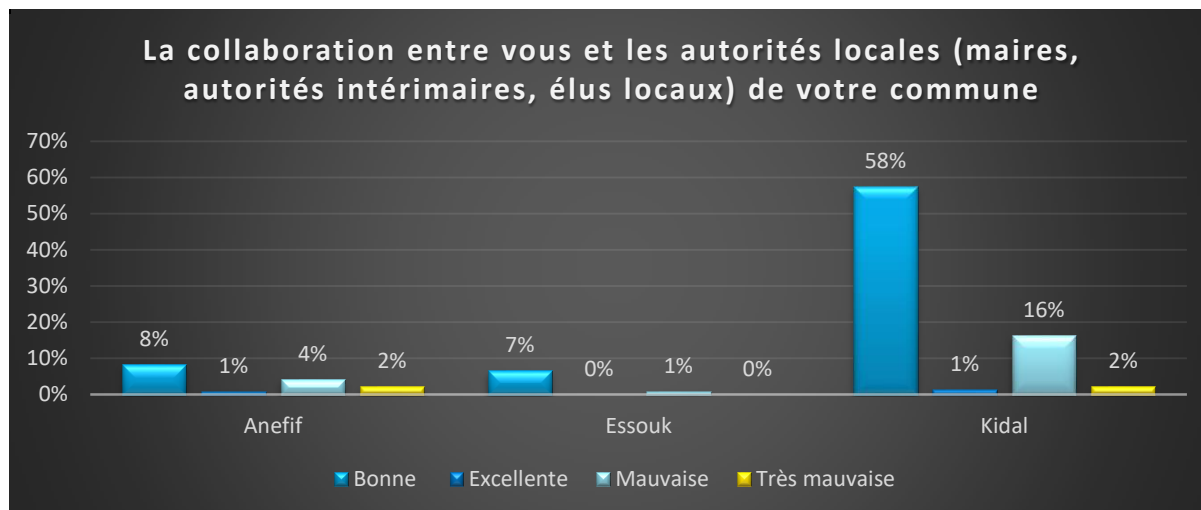


L'état de la confiance entre les communautés et les autorités coutumières du cercle de Kidal est très appréciable. On constate qu'à travers le graphique ci-dessus, **87%** des personnes interrogées pensent qu'elle est « **bonne** » ou « **très bonne** » contre 13% qui la trouvent « passable ». Cette bonne confiance s'explique par le fait que les autorités coutumières sont respectées et contribuent à la distribution de la justice et sensibilisent les communautés sur la cohésion sociale. Les leaders coutumiers constituent un pilier dans la société. Ils bénéficient d'un respect et d'une notoriété estimables. Ils jouent pleinement leur rôle de régulateur de la société. Selon un jeune leader de la commune de Kidal : « *Les autorités coutumières sont toujours à l'écoute de leurs communautés et ils apportent toujours leurs soutiens aux communautés surtout dans la gestion des conflits.* » Ce point de vue est partagé par les jeunes de la commune d'Essouk qui lors du FGD ont dit ceci : « *Les leaders traditionnels et coutumiers sont respectés ici à Essouk. C'est eux qui respectent la tradition et créent un ensemble de conditions pour garantir la sécurité et la justice au sein de la communauté.* »

3.4. De la collaboration entre populations, autorités locales, coutumières, administratives et les services de l'état

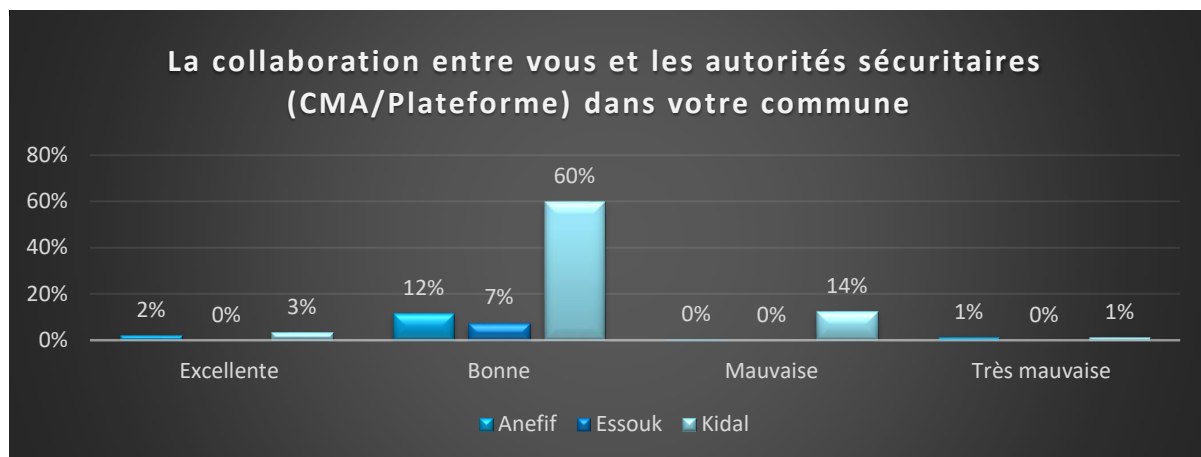
a. De la collaboration entre les communautés et les autorités administratives :

Figure 7: Climat de collaboration entre les acteurs influents, les autorités et BATFAR



En analysant le graphique ci-dessus, il est à constater que les autorités locales entretiennent une bonne collaboration avec les populations dans le processus de la stabilisation et de développement des communes. On remarque que 73% des répondants estiment que la collaboration avec les autorités locales est bonne contre 25% qui pensent qu'elle est mauvaise ou très mauvaise. Ceux qui estiment que la collaboration est bonne, disent que les autorités locales font de leur mieux pour renforcer la cohésion à travers les dialogues et les projets communautaires. Alors que pour ceux qui estiment que la collaboration n'est pas bonne, ces autorités ne font pas assez parce que leur pouvoir est limité.

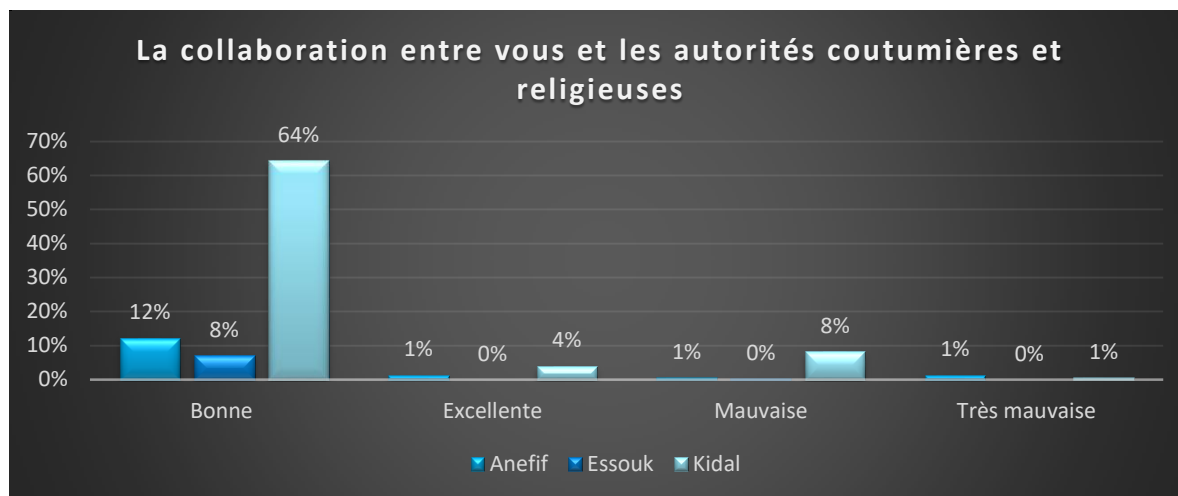
b. De la collaboration entre les communautés et les autorités sécuritaires :



En l'absence de l'armée malienne, les acteurs sécuritaires les plus présents sur le terrain et qui assurent la sécurité des personnes et de leurs biens sont la CMA et la plateforme et dans une moindre mesure les forces internationales (MINUSMA, BARKHANE). En ce qui concerne l'état de la collaboration entre les communautés et ces acteurs (CMA/Plateforme), on constate que 79% (60% Kidal, 12% Anefif, 7% Essouk) des personnes interrogées estiment qu'elle est « Bonne ». Cette tendance n'est point surprenante dans la mesure où ces acteurs sont essentiellement issus des communautés de Kidal. Cette collaboration se manifeste par le partage d'informations sur les mouvements suspects dans le cercle et les comptes rendu

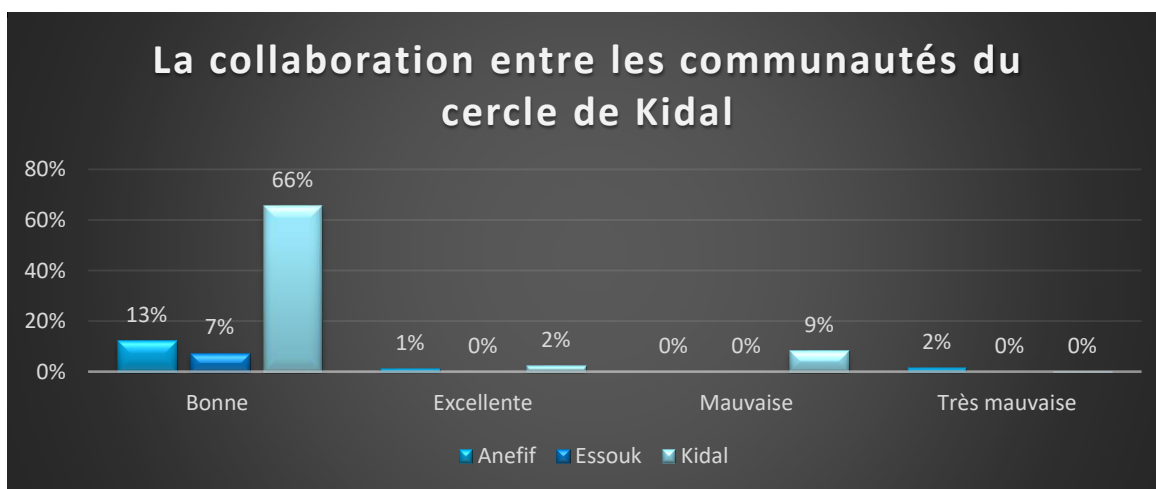
périodiques que font les acteurs de la sécurité aux populations sur la situation sécuritaire. Selon un participant au sondage à Kidal « *La CMA travaille et communique beaucoup avec la population sur les défis sécuritaires.* »

c. De la collaboration entre communautés et autorités coutumières et religieuses



La collaboration entre les communautés et les autorités coutumières est bonne selon les résultats de cette étude. On constate que 84% des répondants la juge bonne (64% à Kidal, 12% à Anefif et 8% Essouk). Cela s’explique par le fait que les autorités coutumières sont toujours à l’écoute des populations et leur apporte leur soutien dans la gestion des conflits. Elles sont considérées comme garant de la cohésion et du vivre ensemble au sein des communautés. Selon un jeune leader de la commune de Kidal « *Les autorités coutumières sont toujours à l’écoute de la communauté et elles apportent toujours leur soutien à la communauté surtout dans la gestion des conflits.* » Cette bonne collaboration se manifeste par la gestion des conflits communautaires, les sensibilisations sur la cohésion sociale et le vivre ensemble. Un autre jeune leader de la commune d’Anefif témoigne : « *Les leaders coutumiers constituent un pilier dans la société. Ils bénéficient d’un respect et d’une notoriété très estimables. Ils jouent pleinement leur rôle de ciment dans la société.* »

d. De la collaboration entre les communautés du cercle de Kidal



Les communautés du cercle de Kidal ont toujours vécu en parfaite harmonie malgré, souvent, les différences d’appréciation et de position sur certains sujets d’intérêt commun. Le graphique ci-dessus

montre que 86% des répondants estiment que la collaboration entre les communautés est « Bonne ». Cette bonne collaboration s’explique par le fait que les dialogues intra-communautaires sont organisés et permettent aux communautés de discuter de leurs problèmes et d’y trouver des solutions idoines. Selon une femme interrogée dans la commune de Kidal « *C’est à travers les dialogues entre les communautés qui collaborent ensemble que notre région est stable.* » Cependant, cette situation ne doit pas occulter les problèmes de leadership, de contrôle et de gestion des projets communautaires qui sont souvent sources de tensions entre communautés.

3.5. De l’identification des attentes et perceptions des communautés face au redéploiement des services de l’Etat Malien, y compris le BATFAR

Les attentes des communautés face aux services techniques de l’État et du BATFAR sont nombreuses et variées. Elles sont entre autres :

-L’accès à la santé : Cette attente a été citée par 82% des personnes interrogées (63% à Kidal, 12% à Anefif et 7% à Essouk). Outre cela, au niveau de chaque commune d’intervention, ce besoin est réel (96% des répondants d’Essouk, 81% de ceux de Kidal et 78% de ceux d’Anefif ont besoin d’accès aux services de santé).

-L’accès à la sécurité : 70% des répondants ont exprimé cette attente (55% à Kidal, 9% à Anefif et 6% à Essouk). A l’échelle de chaque commune cette attente est réelle (82% à Essouk, 72% à Kidal et 58% à Anefif).

-L’accès à l’éducation : 62% des personnes interrogées ont exprimé cette attente (48% à Kidal, 10% à Anefif et 4% à Essouk). Cette tendance se confirme plus ou moins au niveau de chaque commune (66% à Anefif, 62% à Kidal et 57% des répondants à Essouk).

-L’accès à l’emploi : 38% des répondants (28% à Kidal, 7% à Anefif et 3% à Essouk) attendent des services de l’Etat un emploi. Le niveau de cette attente varie en fonction des communes (48% des répondants de la commune d’Anefif, 37% des répondants de la commune de Kidal et 32% des répondants de la commune d’Essouk).

Outre ces attentes, il y a aussi l’accès à la justice cité par 18% et l’inclusion sociale selon 14% des répondants.

Selon une autorité locale de la commune d’Anefif : « *Les attentes des populations sont nombreuses (problèmes sécurité des personnes et leurs biens, lutte contre le banditisme sur les axes routiers, lutte contre les assassinats ciblés...), la santé, l’éducation des enfants et l’emploi pour les jeunes* »

La sécurité dans le cercle de Kidal est assurée par la CMA qui, selon les communautés, fait ce qu’elle peut pour assurer cette sécurité. Cette sécurité peut être bien améliorée avec l’opérationnalisation du BATFAR en synergie avec les forces présentes sur place (CMA et plateforme), les autorités locales et traditionnelles et les populations.

Les attentes des communautés face au redéploiement du BATFAR sont principalement :

→ **La sécurité des personnes et leurs biens**, selon 75% des personnes enquêtées (61% à Kidal, 10% à Anefif, 4% Essouk). Cette attente reflète la situation à l’intérieur de chaque commune (78% des répondants de la commune d’Anefif, 75% des répondants de Kidal et 75% des répondants d’Essouk).

→ **La collaboration des forces armées avec la population** selon 57% des personnes enquêtées (46% à Kidal, 8% à Anefif et 3% à Essouk). A l’échelle de chaque commune cette

attente est réelle et forte (60% des répondants de Anefif et respectivement 58% et 56% des répondants des communes de Essouk et Kidal).

- **Le respect des droits de l’homme et la justice** selon 54% des personnes enquêtées (43% à Kidal, 8% à Anefif et 3% à Essouk). La tendance à l’intérieur de chaque commune est la suivante (60% des répondants d’Anefif et 53% des répondants des communes d’Essouk et Kidal ont exprimé cette attente). Pour les populations ces attentes peuvent être comblées par le BATFAR parce qu’ils sont constitués aussi des fils de la zone. Selon elles, pour que les éléments du BATFAR soient plus efficaces, ils doivent être constitués majoritairement d’éléments originaires de la zone et se rapprocher d’elles pour une collaboration réelle et bénéfique pour tous.

En outre, les communautés affirment être prêtes à accepter que le bataillon de l’armée reconstituée participe à leur sécurisation s’ils sont formés aux notions de respect des droits humains (selon 80% des personnes enquêtées).

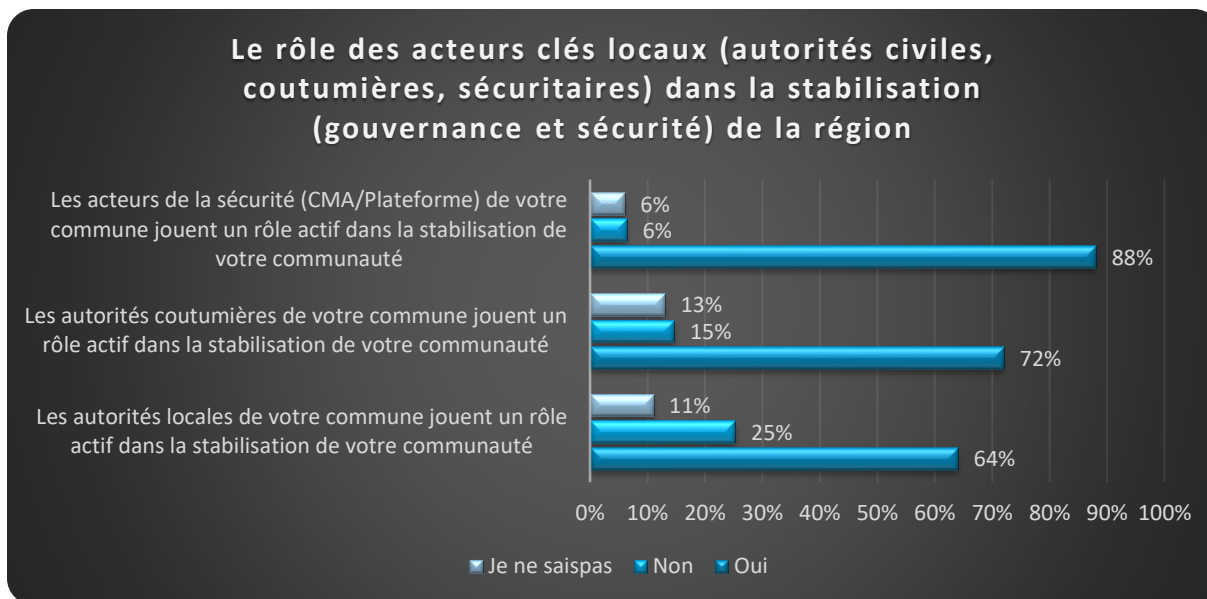
En ce qui concerne la perception des populations sur le déploiement du BATFAR les avis sont partagés. La grande majorité des personnes rencontrées lors des KII et FGD pensent que si le déploiement est fait dans les conditions prévues par l’accord de paix d’Alger, le bataillon pourra assurer ses missions. Ce point de vue est partagé par les jeunes de la commune de Anefif lors d’un FGD « *Le déploiement du bataillon reconstitué est une bonne chose pour les communautés du cercle parce que nous trouvons qu’il est vraiment représentatif des toutes les communautés.* ». Les femmes ayant participé au FGD à Essouk pensent la même chose « *Ici à Essouk les gens veulent juste que l’accord soit appliqué. Le déploiement est facile si les acteurs sont engagés réellement. La communauté n’a aucun problème avec l’armée reconstituée.* »

Aux dires de certaines autorités locales rencontrées des dialogues ont été organisés pour expliquer aux communautés les conditions de création, d’organisation et de fonctionnement du BATFAR. Ce travail a permis aux populations de mieux s’ouvrir à l’idée de déploiement du BATFAR. Selon une autorité locale de Kidal « *Avec le temps les populations ont compris que les forces de l’armée reconstituée sont en fait des personnes issues des mouvements CMA, plateforme et des forces armées maliennes. Avec les ateliers sur le dialogue inclusif, je pense que les populations ont compris et ne sont pas opposées au déploiement effectif de l’armée reconstituée.* »

A contrario, certaines personnes pensent que l’armée reconstituée n’est pas bien perçue parce que les conditions de sa mise en place ne sont pas conformes à celles prévues dans l’accord qui prévoient la parité entre les parties prenantes et la bonne distribution des postes de commandement. Selon une autorité locale de la commune de Kidal : « *Les communautés et les acteurs présents dans le cercle de Kidal ont une perception négative du déploiement de l’armée reconstituée car les conditions et les points d’accord ne sont pas du tout respectés.* »

3.6. De l’analyse des perceptions de la population sur le rôle des acteurs clés locaux (autorités civiles, coutumières, sécuritaires) dans la stabilisation (gouvernance et sécurité) de la région

Figure 9 : Rôle actif des acteurs locaux clés dans la stabilisation



Selon la perception des personnes enquêtées, la stabilité se définit comme « l'accès des communes aux services sociaux de base (eau, électricité, éducation, santé...) ; la présence des services étatiques (administration, sécurité...) pour une gouvernance inclusive et l'absence de conflit ». Au regard de ces deux définitions, il est à observer que la stabilité est relative et perçue selon le contexte auquel la personne vit. Il serait donc crucial de former les communautés sur la notion de stabilité et les comportements à adopter pour qu'elle soit réaliste dans un environnement.

Les acteurs les plus influents des communes sont : les autorités coutumières et locales, la CMA et la Plateforme. Ces acteurs jouent des rôles importants dans la stabilisation des communes. A la lecture du graphique ci-dessus nous constatons que 88% des répondants pensent que la CMA et la plateforme jouent un rôle dans la stabilisation du cercle. Ceci parce qu'ils bénéficient de la confiance des populations et celles-ci sont très contentes de leur rôle. Ce sont eux qui assurent la sécurité des personnes et de leurs biens dans les communes visitées. Selon un professionnel des médias résidant dans la commune de Kidal « *Le rôle joué par la CMA et la Plateforme est d'assurer la sécurité des personnes et leurs biens et contribuent à la stabilisation.* »

Cela s'explique par le fait que ces acteurs sont en contact direct avec les communautés et participent à des initiatives de paix et du développement. « *L'autorisation de l'arrivée du bataillon a été donnée par les autorités sans une concertation préalable avec la population et c'est pourquoi ils sont toujours cantonnés au camp* », Selon un éleveur lors du sondage à Kidal

Cependant, le respect des droits de l'homme, les initiatives de paix et de développement, ainsi que le renforcement de la collaboration entre les acteurs locaux de sécurité (CMA, Plateforme...) restent une des préoccupations des acteurs locaux, ainsi que la coordination entre les acteurs et l'accès aux services de base.

Oltre les **acteurs de la sécurité** (CMA et Plateforme), **les autorités coutumières** aussi sont actives et jouent un rôle de premier plan dans leurs communautés. C'est ce qu'estiment 72% des personnes interrogées. Elles jouent le rôle de régulateur au sein de leurs communautés à travers la prévention et la gestion des litiges. Elles promeuvent la cohésion et la cohabitation. Ce témoignage d'un homme leader de la commune d'Essouk montre à quel point ces acteurs sont importants « *Les autorités coutumières sont le socle même de la vie en société chez nous. Ils sont les acteurs principaux de la paix et de la cohésion sociale.* » Les jeunes de la commune d'Essouk lors du FGD estiment que

« Elles (autorités coutumières) assurent le respect de la justice, des mœurs et des coutumes, veillent à ramener les belligérants sur la table de négociation et sont les garants du respect des accords entre les mouvements et entre les communautés. »

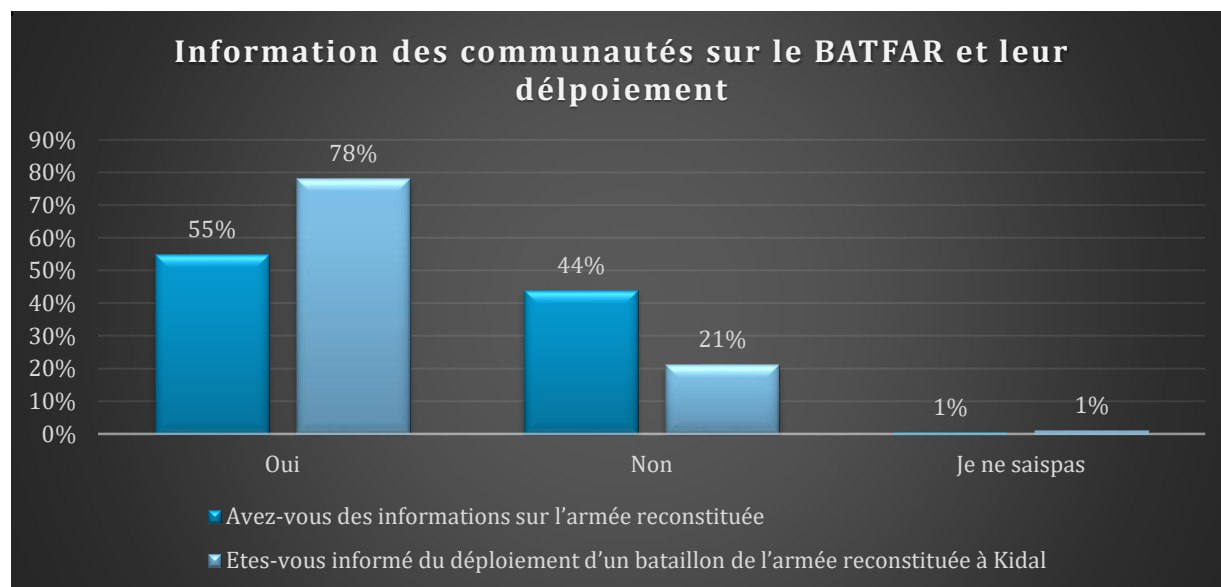
Les autorités locales (Maires et élus locaux) jouent leur rôle dans la stabilisation du cercle de Kidal. Nous constatons que 64% des répondants estiment qu’elles font ce qu’elles peuvent pour la stabilité de leurs communes. Elles font des plaidoyers auprès des partenaires pour que ceux-ci apportent de l’aide aux communautés. Selon une autorité locale de la commune de Kidal « Les autorités locales, leurs rôles est d’amener les projets pour les communautés ensuite sensibiliser la population sur la cohésion sociale et la stabilité. » Ce point de vue est partagé par la plupart des participants aux FGD et KII, notamment les femmes leaders de la commune d’Essouk qui ont dit ceci : « Les élus font des actions de développement quand ils ont les moyens. Ils font ce qu’ils peuvent avec les partenaires. Mais le contexte actuel ne favorise pas les choses pour eux. Il n’existe plus de partenaires pour soutenir les actions de développement durables dans la commune. »

Par contre 25% des personnes interrogées pensent que les élus ne jouent pas un rôle important de stabilisation dans le cercle de Kidal. Pour eux, ils ne sont pas assez influents et ne parviennent à convaincre les partenaires pour apporter des actions de développement.

3.7. Informations des communautés sur l’armée reconstituée et son déploiement

Concernant, l’armée reconstituée, au moins 55% des personnes enquêtées affirment avoir les informations sur elle. Les principales sources à travers lesquelles ces informations ont été reçues sont les bouches-à-oreille 53%, les réseaux sociaux (Facebook, WhatsApp...) 49% principalement à Kidal, la radio (35%) et les autorités locales, administratives et coutumières (35%)

Figure 10: Accès à l’information sur le déploiement du BATFAR



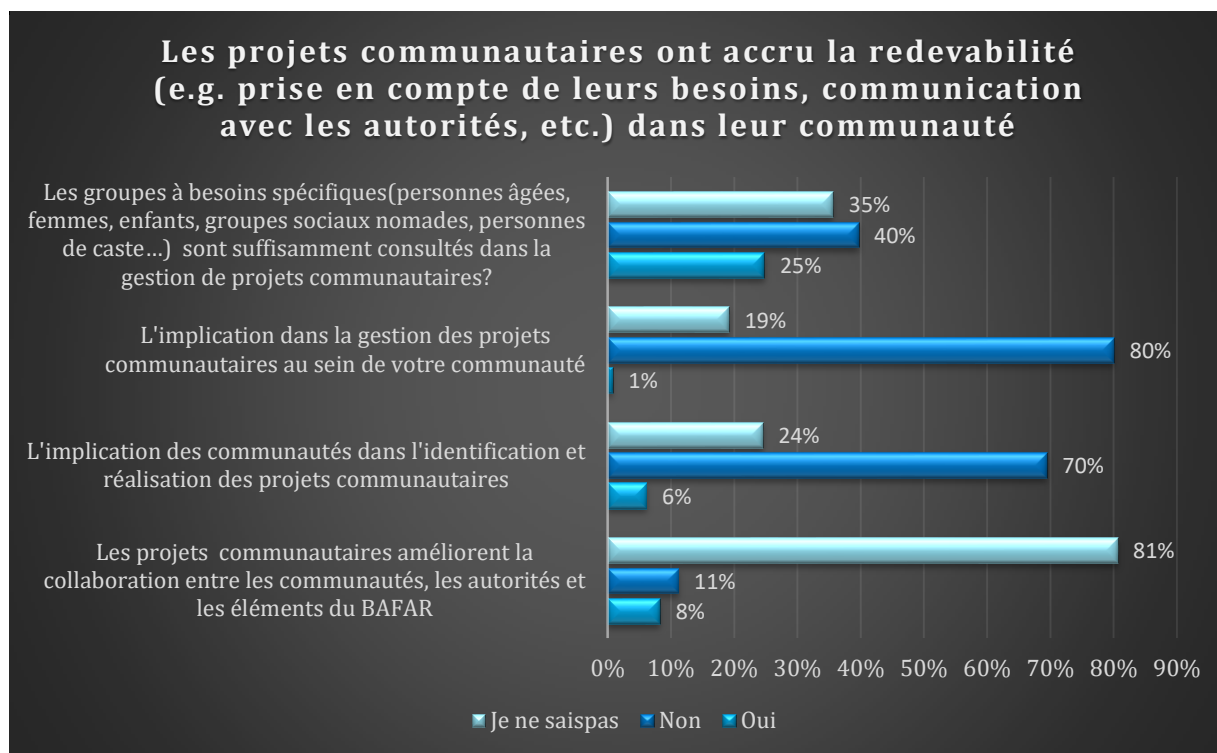
Il est à noter, que depuis la crise de 2012, les sources d’information des communautés du nord, notamment de Kidal sont les radios locales, internationales et celle de la MINUSMA (Mikado fm). Les réseaux sociaux répondent de l’immédiateté et la sélectivité des informations pertinentes pour ceux qui en ont accès. Ils permettent aux utilisateurs de faire une mise à jour rapide des informations.

Parmi les personnes qui ont affirmé avoir des informations sur les BATFAR, 83% sont de la commune Kidal qui accueille actuellement ce bataillon.

3.8. Les projets communautaires ont accru la redevabilité (e.g. prise en compte de leurs besoins, communication avec les autorités, etc.) dans leur communauté

Les projets communautaires sont des fonds octroyés par les bailleurs ou des organisations partenaires. Ils sont cherchés par des groupes de personnes ou associations au nom de la communauté. Selon certains répondants, il s'avèrerait que dans l'application, les organisations bénéficiaires de ces fonds ne prendraient pas en compte au moment de l'étape d'élaboration du projet les besoins prioritaires des communautés et impliqueraient partiellement les autorités dans la mise en œuvre. « *Les projets sont mal exécutés par les uns et les autres, celui qui trouve un projet, il en fait son propre bien et les autres sont mis à l'écart* », selon un commerçant lors du sondage à Kidal.

Figure 11: Projet communautaire et redevabilité



La réussite des projets communautaires passe par l'implication de tous les acteurs et la prise en compte des besoins spécifiques des jeunes, femmes et d'autres groupes spécifiques. A la question de savoir si ces couches vulnérables sont consultées dans la gestion des projets communautaires, 40% des répondants estiment que « non » contre 25% qui trouvent le contraire et 35% qui n'en savent rien. Cette faible implication pose la problématique du manque d'inclusion dans la gestion des projets communautaires et de représentativité des groupes spécifiques dans les instances de prise de décisions.

Pour améliorer cette situation, certains estiment qu'il faut initier des activités spécifiques pour les jeunes, les femmes et les personnes âgées et d'autres préconisent leur implication accrue dans les processus d'identification et de mise en œuvre de ces types de projets.

Ce problème concerne de façon générale la communauté parce que 80% des personnes interrogées estiment ne pas être impliquées dans la gestion des projets communautaires et 70% disent ne pas être impliquées ni dans l'identification des besoins ni dans la réalisation des projets. Les populations pensent que ces projets sont initiés, financés et mis en œuvre en leur nom sans pour

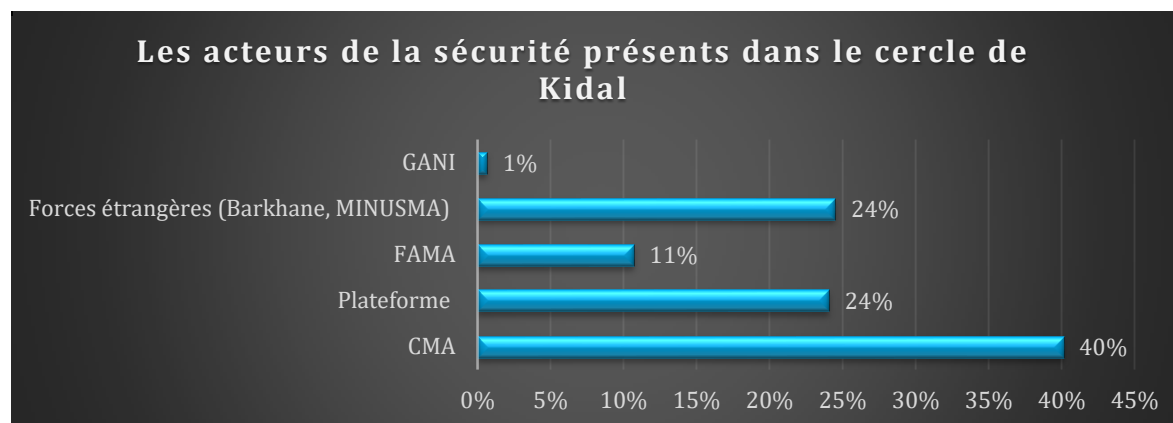
autant qu’on leur fasse le compte rendu dans le processus. Autrement dit les autorités locales et les leaders qui pilotent ces projets communautaires ne mettent pas en place des mécanismes de recevabilité permettant d’informer les communautés sur la gestion des projets et de recueillir les impressions de celles-ci.

L’idée des projets communautaires est d’améliorer et renforcer la collaboration entre plusieurs parties prenantes. En l’occurrence, quand il s’est agi de savoir si les projets communautaires peuvent améliorer la collaboration entre communautés, autorités et BATFAR, 8% des répondants ont dit « oui » et 11% « non » alors que 81% n’ont pas voulu se prononcer sur la question.

3.9. La satisfaction du niveau interaction entre BATFAR et population dans le respect des DDH

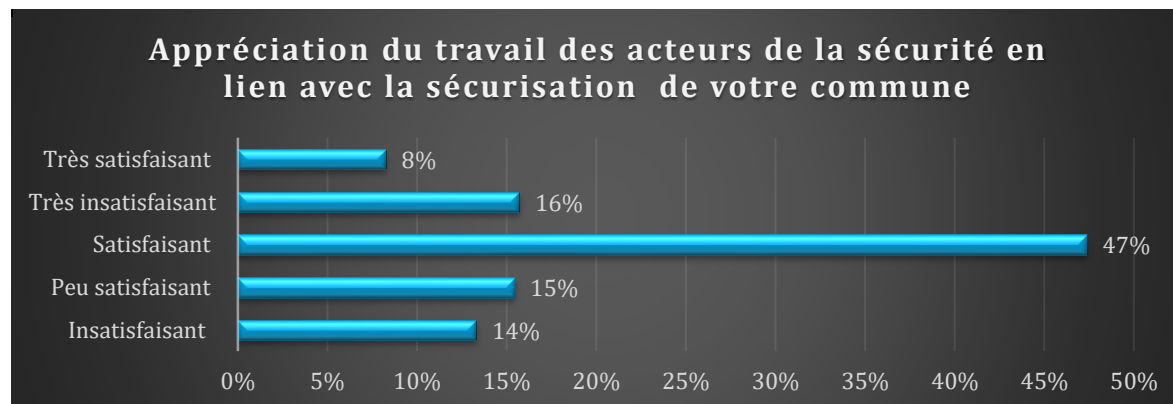
A la date de la collecte des données, une partie du bataillon l’armée reconstituée était déployée dans la commune de Kidal. Ainsi sur le graphique ci-dessous, nous remarquons que la force armée la plus représentée est la CMA selon (40% des répondants), suivie de la plateforme et les forces étrangères (24% part) et FAMA (11%).

Figure 12 : Les acteurs de la sécurité présents dans le cercle de Kidal



Parmi ces acteurs, nous constatons que la CMA est l’acteur le plus présent dans les trois communes (Anéfif, Essouk et Kidal) et les acteurs présents sont la plateforme et les forces étrangères (Barkhane et MINUSMA). L’ensemble de ces acteurs jouent un rôle important dans la sécurité des personnes et de leurs biens. Ce rôle semble être bien apprécié par les communautés parce que 55% des répondants sont satisfaits ou très satisfaits de leur travail, 30% sont insatisfaits ou très insatisfaits et 15% sont peu satisfaits.

Figure 12 : Niveau d’appréciation du travail des acteurs de la sécurité



3.10. L'implication des communautés dans la construction de la paix

Des actions de consolidation de la paix sont menées et pilotées le plus souvent par les autorités locales et traditionnelles. Selon 72% des répondants, de nombreux dialogues ont été organisés par les acteurs clés pour discuter des priorités de paix dans les communes couvertes par cette étude. Ces dialogues et ateliers sont organisés généralement pour discuter des priorités de paix et des questions du moment afin d'identifier les actions concrètes pouvant renforcer la cohésion sociale et le vivre ensemble. Ces tribunes permettent aux communautés d'exprimer leurs priorités en matière de consolidation de la paix. Ceci explique le fait que 73% des personnes interviewées estiment que tous les acteurs sont impliqués dans les processus de dialogues et donnent leurs points de vue sur les questions de paix et de cohésion sociale. Ceci étant, certains (6% des répondants) estiment que certains groupes minoritaires ne participent pas aux dialogues. Selon une femme ménagère de Kidal : « *Les minorités ethniques qui sont Sonrhāï, Bambara, Dogon ne sont pas toujours impliqués dans les dialogues.* »

La matérialisation de ces priorités exprimées demeure un défi auquel les communautés sont confrontées.

Sur le graphique ci-dessous, il est à remarquer que dans les trois communes cibles, au moins 51% des personnes enquêtées affirment que leurs priorités pour la consolidation de la paix sont prises en compte. Lors des dialogues, ils expriment leurs priorités pour la paix et la cohésion sociale, mais ils estiment qu'il y'a une lenteur dans la concrétisation des actions pouvant favoriser la paix. Selon eux, l'application effective de l'accord d'Alger à travers le retour progressif des services étatiques (administration, services techniques, accès aux services sociaux de base) constituent une des priorités. Les propos d'un répondant dans la commune de Kidal vont dans ce sens : « *Nos priorités sont : le retour effectif des services sociaux, et techniques, l'armée malienne reconstituée et des projets de développement durable pour diminuer le chômage des jeunes. Ce sont aussi les priorités de la CMA.* » Un autre d'Anefif dit: « *La raison de toutes les rencontres organisées est de voir comment trouver une porte de sortie pour la paix. Selon moi, toutes les préoccupations prioritaires conduisant à la construction de la paix sont prises en compte.* »

Par contre 30% des répondants estiment que leurs priorités ne sont prises en compte parce selon certains parmi eux, les dialogues les plus importants se tiennent à Bamako ou ailleurs et réunissent seulement les leaders. C'est le point de vue d'une participante au sondage dans la commune de Kidal : « *Je n'ai jamais participé à un dialogue, parce que les plus importants se font à Bamako. Les préoccupations de plusieurs personnes ne sont pas prises en compte. Les décisions appartiennent aux chefs des mouvements politiques signataires de l'accord D'Alger.* » Pour d'autres, ils ont participé à des dialogues où ils ont exprimé leurs priorités pour la paix et la cohésion. Ils estiment, cependant, que leurs priorités ne sont prises en compte car les décisions finales appartiennent aux autorités et aux mouvements. C'est le sentiment d'un participant au sondage à Kidal : « *Je pense mes préoccupations ne sont pas prises en compte car les grandes décisions appartiennent aux autorités locales, coutumières et les mouvements signataires.* » Il est à noter que les autorités locales, coutumières et les mouvements signataires bénéficient d'une grande légitimité dans le cercle de Kidal et prennent des décisions, dans la plupart des cas, dans l'intérêt des populations qu'ils représentent.

Par rapport à l'armée reconstituée, on constate que 72% des personnes interrogées pensent que l'ensemble des acteurs clés du cercle de Kidal sont ouverts au déploiement du BATFAR si cela respecte l'esprit de l'accord d'Alger et permet de ramener une paix durable dans la zone. Selon un jeune de Kidal ; « *Le déploiement de l'armée reconstituée se trouve dans l'accord et son application est prioritaire pour aller de l'avant et permettre aux populations de bénéficier des services sociaux de base. Le dialogue est ouvert pour un retour global de l'état à Kidal.* ». Avec le dialogue et la

discussion, le déploiement et l’opérationnalisation du BATFAR sont bien possibles. Un répondant à Kidal a dit ceci: « *En effet nous ne pouvons pas œuvrer pour la paix sans dialogue ni discussion. En ce qui concerne le déploiement de l’armée reconstituée, la CMA et la population sont grandement ouverts au dialogue car il est bénéfique aux deux parties. Tout le monde y gagne CMA et l’État.* »

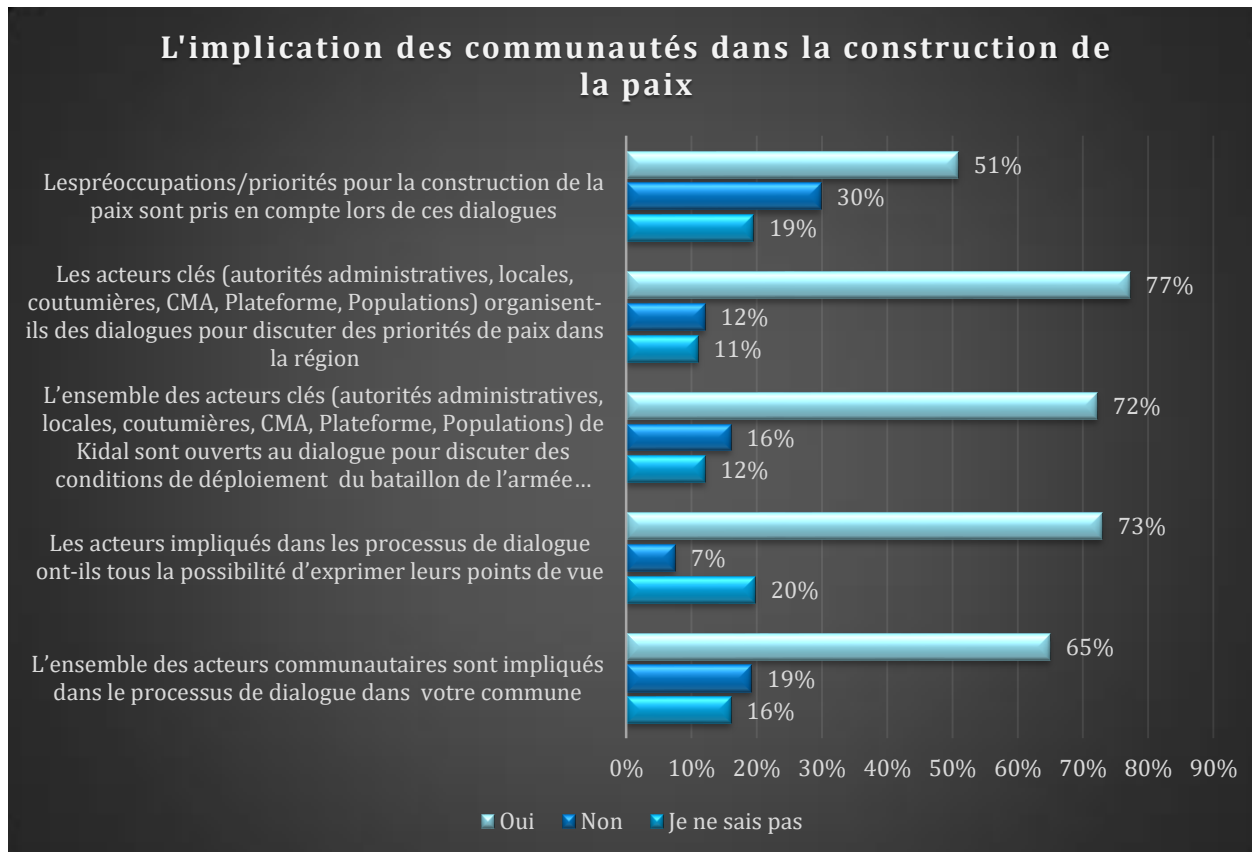


Figure 13 : Implication des communautés dans la construction de la paix

Cette implication reste moins importante dans la commune **d’Essouk (39%)**. Cela s’explique par le fait que, les décisions appartiennent aux acteurs clés et les populations sont rarement consultées. « *Je n’ai jamais participé à un dialogue, parce que les plus importants se font à Bamako. Les préoccupations de plusieurs personnes ne sont pas prises en compte. Les décisions appartiennent aux chefs des mouvements politiques signataires de l’accord D’Alger* ». Affirmé par une citoyenne de Kidal.

4. Conclusion

Le bataillon de l’armée reconstituée est composé des soldats des forces armées maliennes, des éléments de la CMA et de la plateforme. Il s’inscrit dans le cadre du respect de la mise en œuvre de l’accord d’Alger¹ qui prévoit dans son article 21 « le redéploiement des forces de défense et de sécurité dans toutes les régions du nord ». La première compagnie du bataillon est arrivée à Kidal en février 2020 et a immédiatement intégré le camp militaire où l’armée malienne avait été délogée en 2014 par les mouvements armés du nord.

¹ « Accord pour la paix et la réconciliation au Mali », signé le 15 mai et 20 juin 2015 à Bamako

Les forces armées actuellement présentes à Kidal, à Essouk et à Anefif sont la CMA, la Plateforme, les FAMa, les forces étrangères (barkhane, MINUSMA) et les GANI. Ce dernier est constitué de bandits armés, qui attaquent des militaires, les convois onusiens, des forains ainsi que des civils sur les trajets ou leur domicile sans revendication. L'interaction entre les forces armées présentes, les populations et la communication sur l'armée reconstituée ont permis de nourrir la confiance dans le cadre de leur collaboration. Il ressort dans les analyses que 56% des personnes interrogées se disent satisfaites de la sécurisation de leur commune, contre 29% non satisfaites et 15% exprimant une position pas claire.

La participation des populations dans la construction de la paix se limite au niveau des acteurs clés de la localité. Les grandes décisions par rapport au dialogue et aux soutiens des communautés sont prises par les différents chefs des mouvements. Les jeunes et les femmes sont moins impliqués dans la prise de décision et n'ont pas aussi suffisamment d'informations sur des consensus entre les acteurs. Cela traduit l'insuffisance de cadres appropriés de concertation entre les populations et les acteurs locaux.

Les dividendes de la stabilisation pour les populations de Kidal sont : b) La sécurité des personnes et leurs biens ; b) L'accès aux services sociaux de base et l'emploi ; c) La collaboration des forces armées avec la population ; d) Le respect des droits de l'homme et la justice. En outre, les communautés confirment être prêtes à accepter que les bataillons de l'armée reconstituée participent à leur sécurisation s'ils sont formés aux notions de respect des droits humains (selon 80% des personnes enquêtées).

Toutefois, les informations générées par l'enquête de base indiquent qu'il existe beaucoup de défis. Search devrait déployer des ressources pour améliorer la communication entre les différents acteurs de la région et créer des partenariats avec les organisations locales pour suivre cette dynamique dans la durée. Mais également beaucoup d'opportunités que l'équipe du projet Search devrait exploiter pendant la mise en œuvre du projet. Certains de ces défis et contraintes sont déjà présentés dans la partie « Principaux défis ». Notamment la mise en place de conditions idoines pour une stabilité communautaire qui se matérialise par l'accès à des services sociaux, la cohésion sociale et la mise en œuvre de l'accord pour la paix. La contribution des acteurs locaux n'est pas négligeable. Ils jouent un rôle important dans la protection des communautés, la résolution des conflits, au respect de la justice, des mœurs et des coutumes. Les acteurs les plus influents des communes du cercle de Kidal sont les autorités coutumières et locales, la CMA et la plateforme comme ressortis dans les données qui les ont identifiés.

Cependant, l'implication des communautés en particulier, les femmes et les jeunes, dans les initiatives de réconciliation et de sécurisation sont la condition sine qua none pour obtenir « un Kidal en paix ». Pour illustrer cela un participant de FGB avec les leaders jeunes de Kidal a affirmé que « l'autorisation de l'arrivée des bataillons a été donnée par les autorités sans concerter la population et c'est pourquoi ils sont toujours cantonnés au camp ». Les autorités Maliennes, les acteurs influents de Kidal et les partenaires au développement devront redoubler d'efforts pour créer des espaces de dialogue et de partage afin de permettre aux communautés d'échanger sur des questions d'intérêts communs, de circonscrire au manque de communication et de prendre en compte leurs préoccupations.

Les organisations nationales ou internationales devront revoir leurs stratégies de communication ou d'inclusion des communautés dans les différentes étapes du cycle des projets pour leur appropriation. Une attention particulière doit également être accordée à l'utilisation des réseaux

sociaux dans la diffusion des informations et/ ou la circonscription des rumeurs pouvant impacter négativement la paix et la cohésion sociale dans la région de Kidal. Les actions sociales et de développement sont également source de cohésion sociale.

Les données recueillies montrent une forte présence des forces de sécurité ayant une bonne communication dans la coordination des activités sur le terrain, une des bases pour une relation de confiance entre les différents acteurs. Les éléments du BATFAR ont reçu des formations, mais ont besoin d’être renforcés davantage pour la réussite de leurs missions. Les attentes des communautés sont énormes envers ces derniers. Ils espèrent leur contribution dans la stabilisation de la région et une franche collaboration impliquant mieux les populations dans la sécurisation de leurs zones.

Dans les trois communes confondues, les communautés sont conscientes parce que 60% des répondants estiment que des projets communautaires peuvent améliorer la collaboration entre les communautés, les autorités et les éléments du BATFAR. Mais, force est de constater que les groupes à besoins spécifiques (personnes âgées, femmes, enfants, groupes sociaux nomades, personnes de caste...) ne sont pas suffisamment impliqués dans l’identification et la réalisation des projets. Le compte rendu de la gestion n’est fait que par les autorités traditionnelles envers les communautés. Cette faible implication s’explique par le fait que leur décision n’est pas prise en compte par les acteurs. Selon une enquêtée du sondage à Essouk, « *les communautés ne sont même pas consultées dans l’élaboration et mise en œuvre des projets. Un bon matin, on se lève, puis on voit un château d’eau réalisé par exemple, sans qu’on ne soit consulté sur notre attente ou d’être informé du début du projet et de sa fin* ». Cependant, des activités de rapprochement avec les communautés devraient renforcer leur intégration et la confiance pour mieux collaborer. Pour cela, ils auront également besoin de moyens logistiques et financiers pour mener ces activités visant à stabiliser la région de Kidal.

L’équipe de projet “Nedew Ashika ! Demain ensemble” - Unis pour la paix à Kidal prendra en compte toutes les informations fournies par l’enquête de base pour améliorer ses stratégies, orienter les activités, mesurer et évaluer les impacts du projet dans le temps.

5. Recommandations

Lors des échanges dans les communes de Kidal, Anefif et Essouk, les personnes enquêtées ont exprimé leur degré de collaboration et de confiance avec les acteurs locaux clés. Dans la même dynamique, ils ont abordé la situation sécuritaire, de cohésion sociale et du développement local des communes cibles. Ainsi, les différentes recommandations ont été formulées à l’endroit de leurs pairs (communautés), de Search for Common Ground et de l’Etat malien.

A l’endroit des communautés

- ☞ Promouvoir la tolérance et le vivre ensemble à travers des cadres de concertation entre les communautés en impliquant les femmes et les jeunes dans les prises de décisions et la réalisation des projets de stabilisation dans la région de Kidal ;
- ☞ Renforcer la confiance et faciliter la collaboration entre les communautés, les autorités, l’Etat pour le retour effectif de l’administration, FDS et le déploiement du BATFAR dans la région de Kidal ;
- ☞ Encourager les autorités et leurs partenaires à être plus transparents dans la gestion des affaires publiques.

A l’endroit de Search for Common Ground ’

- ☞ Renforcer la capacité des communautés dans la résolution des conflits, le respect des droits de l’homme, la préservation de la paix et l’impact positif de la collaboration entre tous les acteurs aussi que les forces armées reconstituées pour mieux appréhender leur mandat et répondre aux attentes de la population ;
- ☞ Soutenir les initiatives de stabilité et développement local sur la base du principe d’impartialité dans le choix des bénéficiaires et mettre en place des commissions dans chaque localité pour le bon suivi des initiatives communautaires afin de garantir la transparence ;
- ☞ Créer des espaces de dialogue entre communautés, autorités et forces de sécurités pour une vision commune des modalités de déploiement des bataillons de l’armée reconstituée et les priorités de la construction de la paix.

A l’endroit de l’ État malien

- ☞ Accélérer la mise en œuvre stricte de l’accord pour la paix et la réconciliation issue du processus d’Alger, notamment, le processus du DDR, le déploiement rapide du BATFAR pour une sécurisation des personnes et leurs biens et le soutien des initiatives de vivre ensemble et la cohésion sociale dans la région de Kidal ;
- ☞ Veiller à satisfaire les exigences en matière du respect des droits de l’homme, de gouvernance et de transparence ;
- ☞ Développer une politique de protection et de gestion équitable des ressources de l’Etat en faveur des populations civiles dans la région de Kidal ;

6. Appendices

Annexe 1: Outils

Annexe 2: Documents Utilises

Annexe 3: ToR